



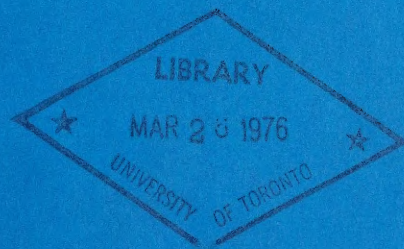
Treasury
Board

Conseil
du Trésor

Gouvernement
du Canada

CAI TB
- H59

3 1761 11649149 9



76
77

**How your
tax dollar
is spent**

**Où va
l'argent de
vos impôts**

76
77

**How your
tax dollar
is spent**

**Où va
l'argent de
vos impôts**

An introduction to the spending plans
of the Government of Canada for
the fiscal year beginning
April 1, 1976

Résumé des plans de dépenses du
Gouvernement du Canada pour l'année
financière débutant le 1^{er} avril 1976

© Information Canada
Ottawa, 1976

© Information Canada
Ottawa, 1976

Catalogue No. BT 47-1/1977

N° de catalogue BT 47-1/1977

Table of Contents

Introduction	5
Chapter 1 — Summary of the 1976-77 Expenditure Budget	7
Chapter 2 — Analysis of Resource Increases	9
Chapter 3 — Flexibility in Expenditures	13
Chapter 4 — 1976-77 Budgetary Expenditures	
Part 1: Organizational Breakdown	19
Part 2: Expenditures by Function	37
Part 3: Objects of Expenditure	45
Chapter 5 — Expenditure Perspective	53
Appendix A — Budgetary Expenditure on Science	58
Appendix B — Fiscal Transfers to Provinces	59
Appendix C — Government Revenue Sources for, 1974-75	63
Appendix D — Distribution of 1974-75 Budgetary Expenditures by Function	64

Table des matières

Introduction	5
Chapitre 1 — Résumé du Budget des dépenses de 1976-77	7
Chapitre 2 — Analyse des augmentations de ressources	9
Chapitre 3 — Marge de flexibilité dans les dépenses	13
Chapitre 4 — Budget des dépenses 1976-77	
Partie 1: Répartition par organisation	19
Partie 2: Dépenses par fonction	37
Partie 3: Articles de dépenses	45
Chapitre 5 — Les dépenses en perspective	53
Annexe A — Dépenses budgétaires dans le domaine scientifique	58
Annexe B — Paiements de transfert aux provinces	59
Annexe C — Sources de revenu du gouvernement pour 1974-75	63
Annexe D — Distribution des dépenses budgétaires par fonction pour 1974-75	64



Introduction

Inflation and declining real growth in 1974 and early 1975 affected the Canadian economy as they did the economies of other industrialized countries, and have had a great impact on government resources and expenditures.

The Main Estimates, or the "Blue Book", which shows the federal government's decisions on resource allocation for 1976-77 was therefore prepared in an atmosphere of particular restraint.

The Government is determined to continue its aid to the disadvantaged in our nation, particularly those who suffer most because of inflation, and determined also to maintain essential services and meet its many obligations under shared cost programs with the provinces. As a result, even within a climate of restraint, expenditures in the new year will rise substantially above those of this year.

Growth in Public Service employment is being held very low and some loss in less essential services to the public will result.

This booklet is offered as a companion volume to the Estimates. It has been made smaller in size than editions of other years so as to reduce printing costs. It should still be of considerable use to taxpayers and members of the House of Commons and the Senate because of the way it summarizes the voluminous details of the Blue Book, and because of the additional information provided to show the economic context in which the government planned its expenditures.

L'inflation et la diminution de la croissance réelle en 1974 et au début de 1975 ont affecté l'économie canadienne de la même façon que celle des autres pays industrialisés et ont grandement affecté les ressources et les dépenses gouvernementales.

Le Budget principal des dépenses, le « Livre bleu », qui présente les décisions du gouvernement fédéral en matière d'affectation des ressources pour 1976-77, a donc été préparé dans le cadre de restrictions sévères.


Le Gouvernement a décidé de continuer d'aider les défavorisés de notre pays, notamment ceux qui souffrent le plus de l'inflation, de maintenir les services essentiels et de rencontrer ses obligations envers les provinces en vertu de programmes à frais partagés. Il en résulte que même dans le cadre des restrictions, les dépenses au cours de la nouvelle année seront substantiellement plus élevées que cette année.

La croissance de l'emploi dans la Fonction publique sera très faible, et il en résultera certaines pertes dans les services au public moins essentiels.

Cette publication fait pendant au Budget principal des dépenses. Elle est plus petite que par les années passées afin de réduire les coûts d'impression. Elle devrait cependant continuer d'être utile aux contribuables et aux membres de la Chambre des communes et du Sénat à cause de la façon dont elle résume les volumineux détails contenus dans le Livre bleu et à cause des renseignements additionnels qu'elle fournit pour présenter le contexte économique dans lequel le gouvernement a planifié ses dépenses.

President of the Treasury Board

Président du Conseil du Trésor



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116491499>

Chapter 1—Summary of the 1976-77 Expenditure Budget

It is expected to cost \$42.2 billion to meet all federal government expenditure requirements in 1976-77. This amount is 16 per cent higher than the \$36.5 billion actual expenditures foreseen for the 12-month fiscal period ending March 31, 1976. Two thirds of the increase occurs in programs whose costs are dictated by statute, such as

Old Age Security, Medicare and Unemployment Insurance. The remainder reflects increases in salaries, capital expenditures and the cost of goods and services.

The forecast for next year is arrived at as follows:

	\$ millions
Main Estimates for budgetary expenditures, including the cost of Old Age Security and the Guaranteed Income Supplement	38,417
Reserve for further estimates during the year	1,515
Less: Usual lapse between estimates and actual expenditures	(532)
Projected budgetary expenditures	39,400
Loans, investments and advances (non-budgetary expenditures)	2,750
Projected total	42,150

In 1976-77, Main Estimates man-year resources of departments and agencies whose man-years are under the control of Treasury Board will be 321,191, an increase of 4,007 or 1.3 per cent above the 317,184 authorized in 1975-76 Main Estimates. This allows for a small reserve of man-years for new priorities that will emerge during the year, bringing the total year-to-year growth to 1.5 per cent, the ceiling set by the Government as part of the Anti-Inflation Program.

Apart from limiting absolute growth, the 1976-77 program review succeeded in re-orienting manpower priorities within and among departments. Requests for 8,000 additional man-years for priority areas were met by re-allocation of man-years from other areas.

The Main Estimates Blue Book for 1976-77 contains detailed figures accounting for \$39.5 billion. Of that, \$38.4 billion is budgetary (including \$4.5 billion for Old Age Security and the Guaranteed Income Supplement (OAS-GIS), which were not included in Estimates in other years). Another \$1.1 billion is non-budgetary; it represents new authorities sought through Main Estimates for loans, investments and advances.

Not included in the Blue Book but expected to be within the \$42.2 billion total are Supplementary Estimates to be tabled in Parliament as the year progresses, and non-budgetary loans and investments made under existing authorities, such as the National Housing Act.

Chapitre 1—Résumé du Budget des dépenses de 1976-77

On s'attend à ce que les dépenses totales du gouvernement fédéral s'élèvent à \$42.2 milliards en 1976-77. Ce montant est de 16 pour cent supérieur aux dépenses réelles prévues (\$36.5 milliards) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976. Les programmes tels que ceux de la sécurité de la vieillesse, des soins médicaux et de l'assurance-chômage,

dont les coûts sont fixés par statut, représentent les deux tiers de cette hausse. Le reste reflète des augmentations de salaires, des dépenses d'immobilisation et des coûts en biens et services.

Les dépenses pour la prochaine année ont été estimées comme suit:

	(millions de \$)
Budget principal des dépenses pour les dépenses budgétaires, y compris le coût de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti	38,417
Réserve pour des prévisions éventuelles au cours de l'année	1,515
Moins: écart habituel entre les estimés et les dépenses réelles	(532)
Dépenses budgétaires estimatives	39,400
Prêts, placements et avances (dépenses non budgétaires)	2,750
Total estimatif	42,150

Dans le Budget principal des dépenses, au niveau des ressources humaines des ministères et organismes tombant sous le contrôle du Conseil du Trésor, on prévoit 321,191 années-hommes en 1976-77, soit une hausse de 4,007 (1.3 pour cent) par rapport au 317,184 années-hommes autorisées par le Budget principal des dépenses de 1975-76. Cela permet une petite réserve d'années-hommes pour faire face à de nouvelles priorités au cours de l'année, réserve qui porterait la croissance annuelle totale à 1.5 pour cent, la limite imposée par le Gouvernement dans le cadre du programme de lutte contre l'inflation.

En plus de limiter la croissance absolue, on a réussi, au cours de la révision des programmes, à réorienter les priorités en main-d'œuvre à

l'intérieur des ministères et entre eux. Des demandes pour 8,000 années-hommes additionnelles pour des domaines prioritaires ont été rencontrées en réaménageant les charges de travail.

Le Livre bleu du Budget principal des dépenses contient des chiffres détaillés qui totalisent \$39.5 milliards. Cela comprend \$38.4 milliards en dépenses budgétaires (y compris \$4.5 milliards pour les paiements de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti, qui ne figuraient pas dans les Budgets des dépenses des années précédentes). Il y a également \$1.1 milliard en autorisations non budgétaires demandées par l'entremise du Budget principal des dépenses pour des prêts, placements et avances.

The 16 per cent limit set by the President of the Treasury Board on growth in expenditures for the year 1975-76 over 1974-75 has been achieved. The expenditure plan for 1976-77 once again calls for holding the growth in expenditures within this limit.

The results achieved for 1975-76 and the planned results for 1976-77 are in marked contrast to the rates of growth in expenditures for recent years. The restraint being placed on manpower increases is also very much greater now than in the past. The accompanying table shows actual or forecast expenditures and authorized man-years for the period 1972-73 to 1976-77, as well as percentage increases from year to year.

This booklet summarizes and analyses the voluminous details contained in the Blue Book, which is tabled in Parliament every February before the start of a new fiscal year on April 1st. The first chapter of the booklet provides the key figures as reference points. Chapter 2 proceeds with an analysis of the reasons for change since the Main Estimates a year ago. The degree of flexibility in expenditures is discussed in Chapter 3. Since only \$16.6 billion of the 1976-77 budgetary total of \$38.4 billion is within the discretion of government to alter without parliamentary amendment of statutes, it is important to know what degree of flexibility exists in the more controllable amounts.

Chapter 4 departs from the practice in previous years' editions of this booklet of concentrating most of the detailed analysis on the 11 traditional functions of government (economic development and support, culture and recreation, foreign affairs etc.). It places less emphasis on the functional distribution, or the *why* of government expenditures, and more on *who* did the spending and on *what* (personnel, goods and services, transfer payments etc.). Departments and their related

	Actual Expenditures/ Dépenses réelles	% Δ	Authorized Man-years/ Années-hommes autorisées	% Δ
1972-73	20,027		265,315	
1973-74	24,806	24	288,418	8.7
1974-75	31,470	27	304,692	5.6
1975-76	36,500	16	317,184	4.1*
1976-77	42,150	16	321,191	1.3

*One per cent of allocated man-years were withdrawn during the 1975-76, to reduce the effective growth to 3.1 per cent for that year.

*Un pour cent des années-hommes affectées en 1975-76 ont été retirées afin de réduire la croissance réelle à 3.1 pour cent au cours de cette année-là.

agencies are shown along with their resources for the year in dollars and man-years. This is followed by a similar analysis on the basis of the objects of expenditure, such as personnel, transportation and communications, and material and supplies.

The final chapter provides an expenditure perspective in terms of the National Accounts. The purpose is to compare the Canadian experience with that of other industrialized countries over the period from 1965 through 1974. The over-all spending by the three levels of government is considered in relation to total spending. This chapter also offers a look at the categories that constitute federal spending on a National Accounts basis and traces growth trends in each.

Note: In some tables, the symbols Δ and \times are used to designate change and man-years respectively. When the change is a decrease, the figures (whether in dollars or percentages) are in parentheses.

Les Budgets des dépenses supplémentaires qui seront déposés au Parlement au cours de l'année et les prêts et placements non budgétaires en vertu d'autorisations en vigueur, comme la Loi nationale sur l'habitation, ne sont pas compris, mais on s'attend à ce qu'ils portent le total à \$42.2 milliards.

On a respecté la limite de 16 pour cent que le Président du Conseil du Trésor a imposée à la croissance des dépenses en 1975-76 comparativement à 1974-75. En 1976-77, on prévoit maintenir la croissance des dépenses à l'intérieur de la même limite.

Les résultats obtenus en 1975-76 et ceux prévus pour 1976-77 sont très différents des taux de croissance des dépenses au cours des dernières années. On impose également de beaucoup plus fortes limites qu'auparavant à la croissance de la main-d'œuvre. Le tableau ci-dessus montre les dépenses réelles ou prévues et les années-hommes autorisées, ainsi que les augmentations annuelles, en pourcentage, pour la période 1972-73 à 1976-77.

Cette publication résume et analyse les nombreux détails contenus dans le "Livre bleu" déposé en Chambre au mois de février, avant le début de la nouvelle année financière, le 1er avril. Ayant présenté les chiffres clés comme points de référence dans le chapitre 1, on analyse, dans le chapitre 2, les facteurs qui ont causé des changements depuis le Budget principal des dépenses de l'année dernière. Dans le chapitre 3, on examine la marge de

flexibilité dans les dépenses. Puisque le gouvernement ne peut modifier que \$16.6 milliards du total des dépenses budgétaires, soit \$38.4 milliards pour 1976-77, sans que le Parlement amende des statuts, il importe de connaître le degré de souplesse qui existe par rapport aux montants qui sont plus contrôlables.

Dans le chapitre 4, on s'éloigne de la pratique suivie dans les numéros des années précédentes, qui était de faire porter la plupart de l'analyse détaillée sur les 11 fonctions traditionnelles du gouvernement, l'expansion et le soutien économiques, la culture et les loisirs, les affaires étrangères etc.. On a raccourci quelque peu la répartition par fonction, le *pourquoi* des dépenses gouvernementales, pour accorder plus d'importance à la question "*qui a dépensé et où* (personnel, biens et services, paiements de transfert etc.)?" La section portant sur "*qui*" comprend une liste des ministères et des organismes qui leur sont reliés, avec leurs ressources pour l'année exprimées en dollars et en années-hommes. La section "*où*" comporte une analyse semblable à partir des objets de dépenses tels que le personnel, le transport et les communications, et le matériel et les fournitures.

Dans le dernier chapitre, on examine les dépenses en fonction des comptes nationaux. Le but est de comparer brièvement l'expérience canadienne à celle de d'autres pays industrialisés, et ce pour la période de 1965 à 1974 inclusivement. On examine la part des dépenses totales faites par les trois paliers de gouvernement. On étudie aussi plus en détail les fonctions qui composent les dépenses, à partir des comptes nationaux, et on suit les tendances de la croissance de chacune d'elles.

Note: Dans certains tableaux, on trouvera les symboles Δ et \times , qui désignent respectivement la variation et les années-hommes. Dans le cas de variations à la baisse, les chiffres, qu'il s'agisse de dollars ou de pourcentages, sont entre parenthèses.

Chapter 2—Analysis of Resource Increases

The 1976-77 Main Estimates were prepared in a period of resource restraint. The Anti-Inflation Program launched in October of 1975 committed the Government to effecting economies wherever possible and, in particular, to limiting growth in the Public Service to 1.5 per cent.

Budgetary Main Estimates for 1976-77 are \$38.4 billion, 19.3 per cent above those for 1975-76. The increase between 1974-75 and 1975-76 was 26.5 per cent.

Man-year growth has been held to 1.3 per cent, leaving a small margin for new demands during the course of the fiscal year. The growth in the previous year was 4.1 per cent.

One way of analyzing the 19.3 per cent increase in Main Estimates is under the following headings:

- Transfer payments and grants
- Personnel costs
- Public Debt
- Goods and services
- Payments to Crown corporations
- Capital expenditures

Transfer payments and grants, such as OAS-GIS, Medicare and the government's contribution to Unemployment Insurance, account for 9.9 percentage points of the 19.3 per cent budgetary increase.

Personnel costs, which are expected to increase by 20.3 per cent, account for 3.6 percentage points of the 19.3 per cent budgetary increase.

A small portion of the 20.3 per cent increase is accounted for by the increase in man-years. Most of it is to provide for the possibility of general salary increases within the anti-inflation guidelines. A further portion reflects

Chapitre 2—Analyse des augmentations de ressources

Le Budget principal des dépenses pour 1976-77 a été préparé au cours d'une période de restrictions au niveau des ressources. Le programme de lutte contre l'inflation, entrepris en octobre 1975, a engagé le Gouvernement à économiser là où c'est possible et, en particulier, à limiter la croissance de la Fonction publique à 1.5 pour cent.

Les prévisions budgétaires du Budget principal des dépenses sont de \$38.4 milliards, soit 19.3 pour cent de plus que celles de 1975-76. L'augmentation de 1974-75 à 1975-76 était de 26.5 pour cent. La croissance en années-hommes a été limitée à 1.3 pour cent, ce qui laisse une petite marge pour de nouvelles demandes au cours de l'année financière. La croissance durant l'année précédente était de 4.1 pour cent.

On peut analyser la hausse de 19.3 pour cent dans le Budget principal des dépenses en fonction des catégories suivantes:

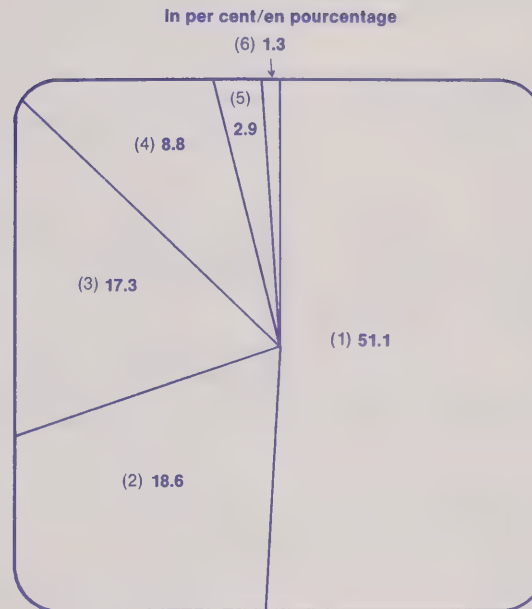
- subventions et paiements de transfert
- coûts en personnel
- dette publique
- biens et services
- paiements aux sociétés de la Couronne
- dépenses d'immobilisation

Les subventions et les paiements de transfert, tels que les paiements de sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, les contributions du gouvernement à l'assurance-chômage et les soins médicaux représenteraient 9.9 des points procentuels de la hausse budgétaire de 19.3 pour cent.

Les coûts en personnel augmenteraient de 20.3 pour cent, ce qui représenterait 3.6 des points

Table 1—Increase by Major Components 1976-77

Tableau 1—Augmentation des principales composantes 1976-77



	\$ Δ (\$ millions)	%
(1) Transfer payments and grants/Subventions et paiements de transfert	3,171	51.1
(2) Personnel costs/Coûts en personnel	1,160	18.6
(3) Public Debt/Dette publique	1,075	17.3
(4) Goods and services*/Biens et services*	543	8.8
(5) Payments to Crown corporations/Paiements aux sociétés de la Couronne	178	2.9
(6) Capital expenditures/Dépenses d'immobilisations	79	1.3
Total	6,206	100.0

* Net of the increase in receipts and revenues credited to votes

* Après déduction de l'augmentation des produits et des recettes à valoir sur les crédits

the on-going effect of general salary increases in 1975-76 above the levels provided for in the Main Estimates of that year.

A further 3.3 percentage points are accounted for by the expected increase of \$1.1 billion in the interest on the Public Debt.

Expenditures for goods and services net of the increase in receipts and revenues required to meet the normal operating costs of government departments account for 1.7 percentage points.

An expected 20 per cent increase in payments to Crown corporations accounts for 0.5 percentage points.

Capital expenditures account for the remaining 0.3 points of the budgetary increase.

Another way of analyzing the 19.3 per cent increase in Estimates is by ministry

Increases in Department of National Health and Welfare requirements for statutory payments, such as OAS-GIS, Canada Assistance Plan, Hospital Care and Medicare account for 4.3 percentage points.

Requirements of the Department of Finance for additional interest on the Public Debt, fiscal transfer payments to the provinces, municipal grants and forgiveness of loans account for a further 4.2 percentage points.

In the Ministry of Manpower and Immigration, expected increases in resources for Unemployment Insurance benefits, direct job creation and Canada Manpower Centres account for 2.8 percentage points.

Increases in Department of National Defence requirements account for 1.8 percentage points.

The increases in the Estimates for the Ministry of Transport account for 0.9 percentage points.

procentuels de l'augmentation budgétaire de 19.3 pour cent.

L'augmentation en années-hommes est responsable d'une petite partie de la hausse de 20.3 pour cent. La majeure partie est pour les augmentations salariales générales possibles dans le cadre des lignes directrices du programme anti-inflation. Une autre part reflète l'effet des hausses de salaires accordées en 1975-76 qui sont au-delà des niveaux prévus dans le Budget principal des dépenses pour 1975-76.

L'augmentation de l'intérêt sur la dette publique, soit \$1.1 milliard représenterait 3.3 des points procentuels.

Les dépenses en biens et services nécessaires pour rencontrer les frais d'exploitation normaux des ministères, après déduction de l'augmentation des produits et des recettes, représenteraient 1.7 point procentuel.

Les paiements aux sociétés de la Couronne augmenteraient de 20 pour cent et représenteraient .5 point procentuel.

Les dépenses d'immobilisation représenteraient le 0.3 point procentuel restant.

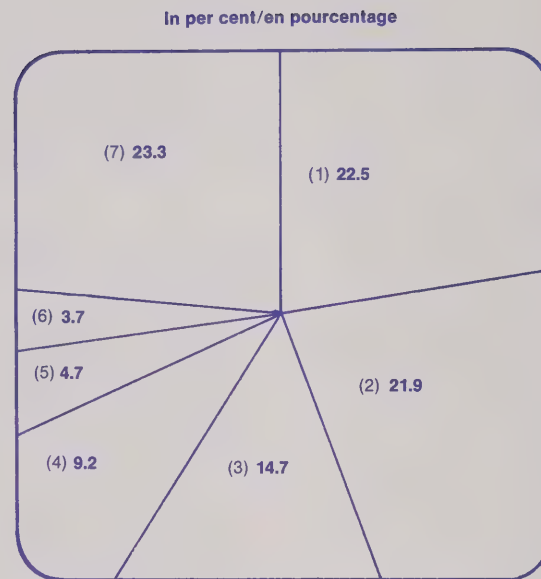
L'augmentation globale de 19.3 pour cent peut aussi être décomposée par ministères.

L'accroissement des besoins du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour les paiements statutaires tels que ceux pour la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, le Régime d'assistance publique du Canada, les soins hospitaliers et les soins médicaux représenteraient 4.3 points procentuels.

Les besoins du ministère des Finances pour l'intérêt additionnel sur la dette publique, les paiements de

**Table 2-Increases by
Ministry 1976-77**

**Tableau 2-Augmentation
par ministère
1976-77**



	\$ Δ (\$ millions)	%
(1) National Health and Welfare/Santé nationale et Bien-être social	1,397	22.5
(2) Finance/Finances	1,357	21.9
(3) Manpower and Immigration/Main-d'œuvre et Immigration	911	14.7
(4) National Defence/Défense nationale	573	9.2
(5) Ministry of Transport/Transports	291	4.7
(6) Post Office/Postes	230	3.7
(7) Other/Autres	1,447	23.3
Total	6,206	100.0

Increases in Post Office requirements for the provision of services to a larger population and a greater number of outlying communities account for 0.7 percentage points.

The remaining 4.6 percentage points are distributed among the other departments.

As mentioned previously, Public Service growth from Main Estimates 1975-76 to Main Estimates 1976-77 has been held to 4,007 man-years, or 1.3 per cent. To provide for essential services and new priorities requiring some 12,000 new man-years, reductions were necessary in many departments.

Increases in man-year allocations in four departments and their related agencies account for 96 per cent of the net increase in man-years.

The Post Office receives an additional 1,285 man-years. The 1975-76 Main Estimates provided an additional 5,021 man-years to the Post Office.

The Department of National Revenue is allocated 966 new man-years, primarily to process the new excise tax on gasoline and for new facilities in Winnipeg set up as part of the government's decentralization plan.

Increased requirements in the Ministry of Manpower and Immigration, totalling 851 man-years, are related directly to providing increased support to programs dealing with unemployment. Approximately 350 man-years are provided for administering direct job creation and other employment services, and another 490 man-years are provided to the Unemployment Insurance Commission to serve a greatly increased client population. Many of the man-years provided are for one-year only and the requirement for their continuation will be reviewed.

transfert aux provinces, les subventions aux municipalités et la remise des prêts représenteraient 4.2 points de pourcentage.

Les ressources additionnelles du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour les prestations d'assurance-chômage, la création directe d'emplois et les centres de main-d'œuvre du Canada représenteraient 2.8 points procentuels.

Les besoins additionnels du ministère de la Défense nationale représenteraient 1.8 point procentuel.

Les hausses prévues pour le ministère des Transports représenteraient .9 point de pourcentage.

Les besoins additionnels des Postes pour fournir des services à une plus grande population et à un plus grand nombre de communautés représenteraient .7 point procentuel.

Les 4.6 points procentuels restants représenteraient de plus petites augmentations réparties entre les autres ministères.

Comme on l'a mentionné plus tôt, l'augmentation de la croissance de la Fonction publique, du Budget principal des dépenses pour 1975-76 à celui pour 1976-77, sera limitée à 4,007 années-hommes, soit 1.3 pour cent. Afin de fournir les 12,000 années-hommes additionnelles pour les services essentiels et les nouvelles priorités, il a fallu réduire le nombre d'années-hommes dans plusieurs ministères.

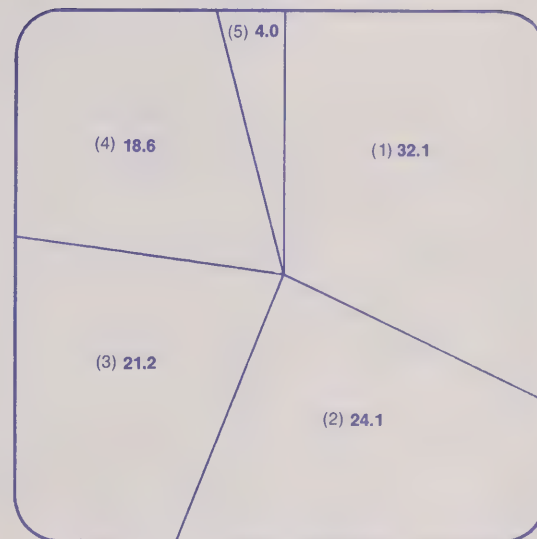
Quatre ministères, y compris les organismes qui leur sont reliés, recevraient 96 pour cent de l'augmentation nette d'années-hommes.

Les Postes recevraient 1,285 années-hommes de plus que les 5,021 années-hommes supplémentaires inscrites dans le Budget principal des dépenses de 1975-76.

**Table 3—Man-Year
Increases by Ministry 1976-77**

**Tableau 3—Augmentation
d'années-hommes en
1976-77, par ministère**

In per cent/en pourcentage



	Δ	%
(1) Post Office/Postes	1,285	32.1
(2) National Revenue/Revenu national	966	24.1
(3) Manpower and Immigration/Main-d'œuvre et Immigration	851	21.2
(4) Solicitor General/Solliciteur général	745	18.6
(5) Other (net)/Autres (nette)	160	4.0
Total	4,007	100.0

In keeping with the government's priorities regarding peace and security, the Ministry of the Solicitor General receives 745 additional man-years: 488 for the RCMP, and the rest to augment the staff of penitentiaries and the National Parole Board.

Le ministère du Revenu national recevrait 966 années-hommes supplémentaires, surtout pour mettre en vigueur la nouvelle taxe d'accise sur l'essence et pour les nouvelles installations à Winnipeg qui font partie du programme de décentralisation du gouvernement.

Les 851 nouvelles années-hommes du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration seraient directement reliées à l'augmentation du soutien aux programmes qui tentent de remédier au chômage. Environ 350 années-hommes seraient allouées pour la création directe d'emplois et pour d'autres services d'emploi, et 490 années-hommes seraient fournies à la Commission d'assurance-chômage à cause de la forte augmentation de sa clientèle. L'attribution de plusieurs de ces années-hommes serait sur une base annuelle et serait sujette à une réévaluation annuelle.

Vu les priorités du gouvernement dans le domaine de la paix et de la sécurité, le ministère du Solliciteur général recevrait 745 nouvelles années-hommes: 488 pour la Gendarmerie royale et le reste pour augmenter le personnel des pénitenciers et de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Chapter 3—Flexibility in Expenditures

The inflationary situation makes it pertinent to consider where and to what extent flexibility exists in federal government expenditures.

Chapter 2 already notes that two-thirds of the increase in budgetary Main Estimates occurs in programs determined by statute. Of the \$38.4 billion budgetary total, \$21.8 billion or 57 per cent is statutory. The role of the Estimates in this regard is to report to Parliament on the level of resources required under these continuing commitments. Only Parliament, on the initiative of the government, can change the commitments. In practical terms, even Parliamentary flexibility is limited regarding some costs, such as debt charges and certain payments to provinces.

The accompanying table distinguishes between statutory expenditures and expenditures that are voted annually through the Estimates.

Expenditures to be voted total \$16.6 billion and are ranked according to their degree of flexibility. The contractual payments which head the list are subject to very little short-term control since they are made according to prior agreements, such as Central Mortgage and Housing Corporation reimbursements to municipalities for the operating losses of public housing projects. Formula payments, which include veterans' pensions and foreign aid, are also subject to very little short-term control. Defence spending is discretionary to some degree, as demonstrated in the past several years by its reduced share of total budgetary spending. However, the need to maintain the effectiveness of the armed forces and to honour international alliances imposes a limit on discretionary control.

Chapitre 3—Marge de flexibilité dans les dépenses

Vu la situation inflationniste, il est pertinent de voir où et dans quelle mesure il y a de la flexibilité dans les dépenses du gouvernement fédéral.

Dans le chapitre 2, on a noté que deux tiers de l'augmentation des prévisions budgétaires dans le Budget principal des dépenses était dans des programmes fixés par statut. Du total budgétaire de \$38.4 milliards, \$21.8 milliards, soit 57 pour cent, sont statutaires. Le but du Budget des dépenses, à cet égard, est de faire rapport au Parlement sur le niveau de ressources nécessaires pour rencontrer ces engagements permanents. Seul le Parlement, sur l'initiative du Gouvernement, peut modifier ces engagements.

En pratique, même la marge de flexibilité du Parlement est limitée lorsqu'il s'agit de coûts tels que les frais de service de la dette et de certains paiements aux provinces.

Le tableau ci-joint distingue les dépenses statutaires de celles votées annuellement par l'entremise du Budget des dépenses.

On a classé les crédits à voter, qui se chiffrent à \$16.6 milliards, en fonction de leur degré de flexibilité. Les paiements contractuels, qui figurent en tête de la liste, sont, en fait, très peu contrôlables à court terme puisqu'ils sont faits en vertu d'ententes antérieures comme celle en vertu de laquelle la Société centrale d'hypothèques et de logement rembourse aux municipalités les déficits de fonctionnement de projets publics d'habitation. Les paiements en vertu de formules comprennent les pensions aux anciens combattants et l'aide à l'étranger; ils ne sont guère discrétionnaires. Les dépenses pour la

Table 1—Main Estimates

Statutory payments / Paiements statutaires

	56.9%
(1) Interest on the Public Debt/ Intérêt sur la dette publique	
(2) Old Age Security payments/ Paiements de la sécurité de la vieillesse	(1) 12.1
(3) Fiscal transfers to provinces/ Paiements de transfert aux provinces	(2) 11.7
(4) Hospital care/ Soins hospitaliers	
(5) Family allowances/ Allocations familiales	(3) 6.9
(6) Unemployment—government cost/ Contribution du gouvernement à l'assurance-chômage	(4) 5.4
(7) Medicare/ Soins médicaux	(5) 5.2
(8) Canada Assistance Plan/ Régime d'assistance publique du Canada	(6) 4.4
(9) Post-secondary education assistance/ Aide à l'éducation post-secondaire	(7) 2.5
	(8) 2.3
	(9) 1.4
(10) Military pensions/ Pensions militaires	(10) 1.0
	(11) 4.0
(11) Other/Autres	

Tableau 1—Budget principal des dépenses

Expenditures to be voted / Crédits à voter

43.1%	
(1) 2.8	(1) Contractual payments/ Paiements contractuels
(2) 3.1	
(3) 9.5	(2) Formula payments/ Paiements en vertu de formules
	(3) Essential support programs/ Programmes de soutien essentiels
(4) 7.6	(4) Defence (excluding statutory contributions to pension plans)/ Défense (excluant les contributions statutaires à des plans de pension)
(5) 1.6	
(6) 2.8	(5) Operating deficits of Crown corporations/ Déficits d'exploitation des sociétés de la Couronne
(7) 15.7	(6) Capital expenditures not provided for in other categories/ Dépenses d'investissement non prévues dans d'autres catégories
	(7) Other/Autres

Category	1976-77 Main Estimates (\$ millions)
1. <i>Statutory payments</i>	
• Interest on the Public Debt	4,650
• Old Age Security payments	4,506
• Fiscal transfers to provinces	2,638
• Hospital care	2,065
• Family allowances	2,013
• Unemployment Insurance— government cost	1,700
• Medicare	957
• Canada Assistance Plan	872
• Post-secondary education assistance	538
• Military pensions	400
• Railway subsidies	284
• Payments to Quebec in lieu of conditional grants	213
• Two-price wheat	105
• Other statutory expenditures	906
Total	(56.9%) 21,847

2. <i>Contractual payments</i>	
• Occupational training	454
• Reimbursements to Central Mortgage and Housing Corporation	341
• Fiscal transfers to the territories	197
• Public Service employee fringe benefits	67
• Reimbursements to provinces for legal aid services	11
Total	(2.8%) 1,070

3. <i>Formula payments</i>	
• Veterans' pensions and allowances	581
• External aid grants	485
• Municipal grants	87
• Grants to international organizations	47
Total	(3.1%) 1,200

4. <i>Essential support programs</i>	
• Oil compensation payments	1,410
• Indians and Eskimos	492
• Regional Economic Expansion grants	418

Category	1976-77 Main Estimates (\$ millions)
• Dairy subsidies	266
• Bilingualism —grants to the provinces —Public Service training	131
• Industrial development grants	40
• Surface transportation contributions	139
• National Research Council scholarships and grants in aid of research	121
• Purchase of grain hopper cars	91
• Nursing home care and young offenders	78
• Canada Council grants for the arts and humanities	72
• Census	60
• Medical Research Council grants	56
• Fishing industry assistance	49
• 1975-76 Local Initiatives Program	46
• Canadian Transport Commission— Maritime Freight Rates, Steamship subventions etc.	39
• Student summer employment	37
• Feed freight assistance	24
• Skim milk powder subsidies	21
• Industrial research assistance	18
• Welfare grants	17
Total	(9.5%) 3,642

5. <i>Defence</i> (excluding statutory contributions to pension plans)	
Total	(7.6%) 2,926

6. <i>Operating deficits of Crown corporations</i>	
• Canadian Broadcasting Corporation	416
• Atomic Energy of Canada Limited	97
• National Capital Commission	53
• St. Lawrence Seaway Authority	38
• Cape Breton Development Corporation	13
• National Arts Centre	8
• Farm Credit Corporation	4
Total	(1.6%) 629

défense comportent un certain degré de flexibilité puisque leur part du total des dépenses budgétaires a été réduite au cours des dernières années. Cette flexibilité est toutefois limitée par la nécessité de maintenir l'efficacité des Forces armées et d'honorer nos engagements internationaux.

Catégorie	Budget principal des dépenses 1976-77 (millions de \$)
1. <i>Paiements statutaires</i>	
• Service de la dette publique	4,650
• Paiements de sécurité de la vieillesse	4,506
• Transferts fiscaux aux provinces	2,638
• Soins hospitaliers	2,065
• Allocations familiales	2,013
• Assurance-chômage— coût pour l'État	1,700
• Assurance médicale	957
• Régime d'assurance publique du Canada	872
• Aide à l'enseignement post- secondaire	538
• Pensions militaires	400
• Subventions aux chemins de fer	284
• Paiements au Québec en rem- placement de subventions conditionnelles	213
• Deux prix pour le blé	105
• Autres paiements statutaires	906

Total	(56.9%) 21,847
--------------	-----------------------

2. <i>Paiements contractuels</i>	
• Formation professionnelle	454
• Remboursements à la Société centrale d'hypothèques et de logement	341
• Transferts fiscaux aux Territoires	197
• Régimes d'avantages sociaux de la Fonction publique	67
• Remboursements aux provinces à l'égard des services d'assistance judiciaire	11
Total	(2.8%) 1,070

Catégorie	Budget principal des dépenses 1976-77 (millions de \$)
3. <i>Paiements en vertu de formules</i>	
• Pensions et allocations aux anciens combattants	581
• Subventions d'aide à l'étranger	485
• Subventions aux municipalités	87
• Subventions aux organisations internationales	47

Total	(3.1%) 1,200
--------------	---------------------

4. <i>Programmes de soutien essentiels</i>	
• Paiements d'indemnités pour les produits pétroliers	1,410
• Indiens et Esquimaux (immob. comprises)	492
• Subventions à l'expansion économique régionale	418
• Subventions aux producteurs de lait	266
• Bilinguisme— -subventions aux provinces -formation dans la Fonction publique	131
• Subventions à l'expansion industrielle	40
• Contributions au transport en surface	139
• Bourses du Conseil national de recherches et subventions à la recherche	121
• Achat de wagons tombereaux pour les céréales	91
• Soins dans les cliniques et jeunes délinquants	78
• Subventions du Conseil des arts du Canada pour les arts et les humanités	72
• Recensement	60
• Subventions du Conseil de recherches médicales	56
• Aide à l'industrie de la pêche	49
• Programmes d'initiatives locales	46
• Commission canadienne des transports (Accord sur les taux de transport dans les Maritimes, subventions aux navires à vapeur, etc.)	39
• Emplois d'été pour les étudiants	37
• Subventions au transport des provinces	24
	21

Category	1976-77 Main Estimates (\$ millions)
<i>7. Capital expenditures not provided for in the other categories</i>	
• Public Works	
—accommodation	275
—other	39
• Transport	259
• Environment	78
• Parks Canada	65
• Post Office	63
• Correctional Services	48
• RCMP	46
• Northern Development	37
• External Affairs	29
• National Research Council	23
• Agriculture	19
• Veterans Affairs	16
• Communications	14
• National Health and Welfare	13
• Regional Economic Expansion	10
• Other capital	28
Total	(2.8%) 1,062
<i>8. The remainder not provided for above</i>	
The Post Office, air transportation, the RCMP, the collection of taxes, the inspection of food products and almost all the other operations of government	
Total	(15.7%) 6,041
Total budgetary Main Estimates 1976-77	(100%) 38,417

Catégorie	Budget principal des dépenses 1976-77 (millions de \$)
• Subventions pour le lait écrémé en poudre	18
• Programme d'aide à la recherche dans l'industrie	17
• Subventions pour le bien-être social	17
Total	(9.5%) 3,642
<i>5. Défense (contributions statutaires aux régimes de pension non comprises)</i>	
Total	(7.6%) 2,926
<i>6. Déficits d'exploitation des sociétés de la Couronne</i>	
• Société Radio-Canada	416
• Énergie atomique du Canada Ltée	97
• Commission de la capitale nationale	53
• Administration de la voie maritime du St. Laurent	38
• Société de développement du Cap-Breton	13
• Centre national des arts	8
• Société du crédit agricole	4
Total	(1.6%) 629

7. Dépenses d'investissement ne figurant pas dans les autres catégories

• Travaux publics	
—locaux	275
—autres	39
• Transports	259
• Environnement	78
• Parcs Canada	65
• Postes	63
• Services correctionnels	48
• GRC	46
• Nord canadien	37
• Affaires extérieures	29
• Conseil national de recherches	23
• Agriculture	19

Catégorie	Budget principal des dépenses 1975-76 (millions de \$)
• Affaires des anciens combattants	16
• Communications	14
• Santé et bien-être social	13
• Expansion économique régionale	10
• Autres investissements	28
Total	(2.8%) 1,062
<i>8. Autres dépenses</i>	
Les Postes, le transport aérien, la GRC, la perception de taxes, l'inspection des produits alimentaires et presque toutes les autres opérations du gouvernement.	
Total	(15.7%) 6,041
Total budgétaire du Budget principal des dépenses de 1976-77	(100%) 38,417

Chapter 4—1976-77 Budgetary Expenditures

This chapter discusses the 1976-77 Budgetary expenditures from three points of views:

- WHO will do the spending (organizational breakdown);
- the WHY of government expenditures (functional breakdown); and
- on WHAT (objects of expenditure).

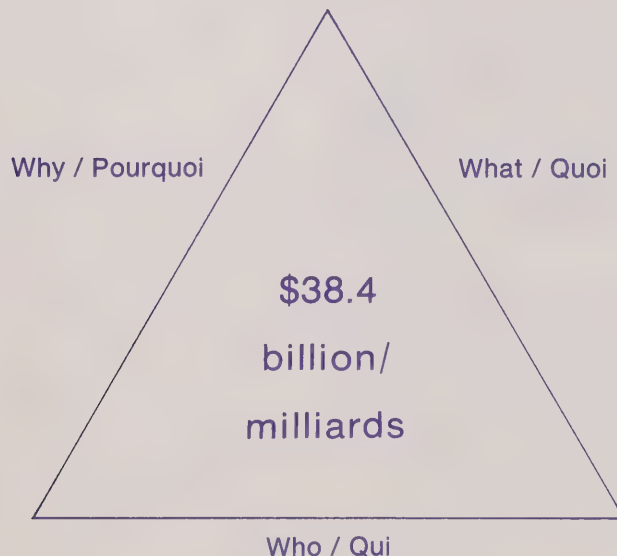
This chapter is divided into three sections, which provide the details according to each breakdown.

Chapitre 4—Dépenses budgétaires pour 1976-77

Dans ce chapitre, on analyse les dépenses budgétaires pour 1976-77 de trois points de vue:

- Qui encourra ces dépenses (répartition par organisation);
- Pourquoi elles seront encourrues (répartition par fonction);
- Quelle forme elles prendront (répartition par article de dépense)

Les trois sections du chapitre fournissent les détails en fonction de ces schèmes d'analyse.



Part I—Who Spends? Organizational Breakdown

This section focuses the analysis on the organizational breakdown of expenditures, that is, on *who* will spend the resources proposed for 1976-77.

The following pages show the estimated expenditures for 1976-77 for each of the 29 ministries of government (each ministry consists of a department and all its related agencies). A brief description of each ministry is provided, along with brief notes on the major factors contributing to the year-to-year growth.

The accompanying tables show the 10 largest ministries in terms of expenditures and man-years. Table 1 shows the 10 largest-spending departments. These account for more than 83 per cent of the total budgetary estimates. It is significant to note that nearly 50 per cent of the proposed expenditures are made by two ministries: National Health and Welfare and Finance.

Table 2 shows that about 55 per cent of the total Public Service man-years under the control of Treasury Board are found in five ministries, all of them involved in providing essential services (postal service, police protection, manpower placement services, tax collection, etc.).

Partie 1—Qui dépense? Répartition par organisation

Cette section analyse les prévisions budgétaires en fonction de leur répartition par organisation, c'est-à-dire qui dépensera les ressources proposées pour 1976-77.

Les pages qui suivent présentent la répartition des dépenses estimatives pour 1976-77, en fonction des 29 ministères (et des organismes qui leur sont reliés). On décrit brièvement la composition par ministère et organismes reliés et on esquisse les principaux facteurs qui ont contribué à la croissance par rapport à l'année précédente.

Les tableaux ci-joints présentent les 10 plus grands ministères, en termes de dépenses et d'années-hommes. Le tableau 1 présente les 10 ministères qui dépensent le plus. Leurs dépenses représentent plus de 83 pour cent des prévisions budgétaires totales. Il n'est pas sans intérêt que près de 50 pour cent des dépenses proposées soient concentrées dans deux ministères: Santé nationale et Bien-être social et Finances.

Le tableau 2 montre qu'environ 55 pour cent des années-hommes de la Fonction publique qui sont sous le contrôle du Conseil du Trésor sont réparties entre cinq ministères. Ceux-ci fournissent tous des services essentiels, tels que les services postaux, la protection policière, les services de placement de la main-d'œuvre et la perception des impôts.

%

**Table 1—Budgetary Estimates
10 Major Ministries 1976-77**

**Tableau 1—Prévisions budgétaires
des 10 principaux ministères, 1976-77**

	(\$ millions)	%
(1) National Health and Welfare/Santé nationale et Bien-être social	10,932	28.5
(2) Finance/Finances	7,765	20.2
(3) National Defence/Défense nationale	3,371	8.8
(4) Manpower and Immigration/Main-d'œuvre et Immigration	2,574	6.7
(5) Energy, Mines and Resources/Energie, Mines et Ressources	1,653	4.3
(6) Secretary of State/Secrétariat d'État	1,429	3.7
(7) Transport/Transports	1,375	3.5
(8) Post Office/Postes	1,123	2.9
(9) Indian Affairs and Northern Development/Affaires indiennes et du Nord	949	2.5
(10) Veterans Affairs/Affaires des anciens combattants	771	2.0
Sub-total/Sous-total	31,942	83.1
(11) All others/Tous les autres	6,475	16.9
Total	38,417	100.0

(1) 28.5

(2) 20.2

(3) 8.8

(4) 6.7

(5) 4.3

(6) 3.7

(7) 3.5

(8) 2.9

(9) 2.5

(10) 2.0

(11) 16.9

Table 2—Man-year Estimates*
10 Major Ministries 1976-77

Tableau 2—Prévisions d'années-hommes*
pour les 10 principaux ministères, 1976-77

	Man-years/ Années- hommes	%
(1) Post Office/Postes	60,524	18.8
(2) National Defence/Défense nationale	37,288**	11.6
(3) Solicitor General/Solliciteur général	27,767	8.7
(4) National Revenue/Revenu national	25,496	7.9
(5) Manpower and Immigration/Main-d'œuvre et Immigration	24,879	7.8
(6) Transport/Transports	22,072	6.9
(7) Indian Affairs and Northern Development/Affaires indiennes et du Nord	12,897	4.0
(8) Environment/Environnement	12,210	3.8
(9) Agriculture	11,212	3.5
(10) National Health and Welfare/Santé nationale et Bien-être social	10,355	3.2
Sub-total/Sous-total	244,700	76.2
(11) All others/Tous les autres	76,491	23.8
Total	321,191	100.0

*Includes only the man-years under Treasury Board control
 **Civilian employees only

*Ne comprend que les années-hommes sous le contrôle du Conseil du Trésor.
 **Civils seulement

(1) 18.8

(2) 11.6

(3) 8.7

(4) 7.9

(5) 7.8

(6) 6.9

(7) 4.0

(8) 3.8

(9) 3.5


(10) 3.2

(11) 23.8

Agriculture

The Minister of Agriculture is responsible for the Department and for the Canadian Dairy Commission, the Canadian Livestock Feed Board and the Farm Credit Corporation. The Department of Agriculture operates programs in crop, soil and animal research aimed at increasing agricultural efficiency and productivity; programs to safeguard the health of Canadian livestock; programs to ensure the wholesomeness of meat food products for both the domestic and export markets; programs to ensure the quality identification of agricultural products in the interests of both producers and consumers; and programs to achieve the maximum acceptability of Canadian grain in domestic and export markets.

The Canadian Dairy Commission fosters the development of efficient dairy farms and improvement in the quality of dairy production, and administers price support programs. The Canadian Livestock Feed Board ensures that feed grains are available in sufficient quantity and at reasonable prices to meet the needs of livestock

1976-77	\$638,792,000
	 11,212

feeders in Eastern Canada and British Columbia. The Farm Credit Corporation makes mortgage loans to farmers and syndicates of farmers, and also performs certain operational and administrative functions relative to the development of efficient and effective farms.

The proposed increases for 1976-77 are primarily attributable to increased requirements for meat inspection (\$5.1 million); statutory crop insurance contributions (\$16.9 million); consumer's subsidy on skim milk powder (\$8.3 million); control and eradication of animal diseases (\$4.4 million); and dairy subsidies (\$4.6 million).

Agriculture

Le ministre de l'Agriculture est responsable du ministère, de la Commission canadienne du lait, de l'Office canadien des provenances et de la Société du crédit agricole.

Le ministère de l'Agriculture a des programmes de recherche sur le sol, les récoltes et les animaux pour accroître l'efficacité et la productivité agricoles; des programmes de sauvegarde de la santé du cheptel canadien; des programmes pour assurer la salubrité des viandes destinées à la consommation sur les marchés intérieur et extérieur; des programmes pour garantir l'identification de la qualité des produits agricoles, tant dans l'intérêt des producteurs que des consommateurs; des programmes concernant l'acceptabilité maximale des céréales canadiennes sur les marchés intérieur et extérieur.


La Commission canadienne du lait encourage l'établissement de fermes laitières et l'amélioration de la qualité de la production laitière et administre les programmes de soutien des prix. L'Office canadien des provenances veille à ce qu'il y ait un stock suffisant de céréales fourragères, à un prix raisonnable, pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique. La Société du crédit agricole accorde du crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs et aux syndicats d'agriculteurs, et remplit certaines fonctions d'exploitation et d'administration ayant trait au développement de fermes efficaces et rentables.

Les hausses prévues pour 1976-77 sont surtout attribuables à l'accroissement des besoins dans le domaine de l'inspection de la viande (\$5.1 millions), aux contributions statutaires à l'assurance-récolte (\$16.9 millions), à la subvention à la consommation du lait écrémé en poudre (\$8.3 millions), au contrôle et à l'élimination des maladies animales (\$4.4 millions) et aux subventions à l'industrie laitière (\$4.6 millions).

Communications

The Minister of Communications is responsible for the Department and for the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC). The Department carries out programs of national and international telecommunications research and development, such as the recently launched Communications Technology Satellite (CTS), and allocates and controls the use of radio frequencies; it also supervises the operation of broadcasting stations to ensure compliance with regulations on the use of frequencies and hours of operation.

The CRTC is responsible for the development and implementation of national broadcasting policy, the renewal of licenses for radio and

1976-77	\$66,944,000
	 2,647

television stations and, in a new role conferred by Parliament, for the licensing of telecommunications carriers such as Bell Canada and the Canadian National and Canadian Pacific Telecommunications Services.

The Department's Main Estimates for 1976-77 are slightly lower than they were for 1975-76, mainly as a result of the completion of the construction of the CTS; this decrease is offset by the increased provision for the CRTC to provide for its new role in the licensing of telecommunications carriers.

Communications

Le ministre des Communications est responsable du ministère et du Conseil de la radio-diffusion et des télécommunications canadiennes. Le ministère des Communications est responsable de programmes de recherche et de développement en télécommunications nationales et internationales tels que le satellite technologique de télécommunications (STT) récemment mis en orbite; de plus, il gère l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et surveille le fonctionnement des postes de

diffusion pour assurer qu'ils se conforment aux règlements sur l'utilisation des fréquences et sur les heures d'antenne.

Le Conseil de la radio-télévision canadienne est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique nationale de radiodiffusion, du renouvellement des licences des postes de radio et de télévision, et d'une nouvelle tâche assignée par le Parlement, la délivrance de licences aux sociétés exploitantes de télécommunications telles que Bell Canada et les services de télécommunications du Canadien national et du Canadien pacifique.

Le Budget principal des dépenses de 1976-77 pour le ministère est légèrement inférieur à celui de 1975-76, surtout parce que la

construction du STT est terminée. Cette baisse est contrebalancée par la hausse pour le CRTC afin


qu'il puisse remplir son nouveau rôle, délivrer des licences aux sociétés exploitantes de télécommunications.

Consumer and Corporate Affairs

The Minister of Consumer and Corporate Affairs is responsible for the Department and for the newly created Anti-Inflation Board. The Food Prices Review Board, which formerly reported to the same Minister was terminated on December 3, 1975.

The Department protects consumers against economic and accident hazards by providing information about products and trade practices, and facilitates the orderly conduct of business by the development of standards, specifications and procedures for their enforcement.

The Anti-Inflation Board is responsible for the implementation of

1976-77	\$76,332,000
	 3,027

the government's Anti-Inflation Program, and for obtaining the cooperation of all sectors of the economy in voluntarily complying with the guidelines of the program.

The growth in 1976-77 is mainly attributable to the incremental resources required for the operations of the Anti-Inflation Board (\$12.5 million and 398 man-years).

Consommation et Corporations

Le ministère et la Commission de la lutte contre l'inflation, nouvellement créée, relèvent du ministre de la Consommation et des Corporations. Le mandat de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, qui faisait rapport à ce ministre, s'est terminé le 3 décembre 1975.

Le ministère de la Consommation et des Corporations protège les consommateurs contre les accidents et

les risques économiques en fournissant des renseignements sur les produits et les pratiques commerciales, et facilite la marche ordonnée des affaires en élaborant des normes, des spécifications et des règlements pour leur application.

La Commission de la lutte contre l'inflation est responsable de la mise en vigueur du programme anti-inflation du gouvernement; de plus, elle doit obtenir la coopération de tous les secteurs de l'économie pour qu'ils se conforment volontairement aux lignes directrices du programme.


La croissance en 1976-77 est surtout attribuable à l'augmentation des ressources nécessaires au fonctionnement de la Commission de la lutte contre l'inflation, soit \$12.5 millions et 398 années-hommes.

Energy, Mines and Resources

The Minister of Energy, Mines and Resources is responsible for the Department and for the Atomic Energy Control Board (AECB), Atomic Energy of Canada Limited (AECL), Eldorado Nuclear Limited, the Energy Supplies Allocation Board (ESAB) and the National Energy Board (NEB). The Department is responsible for the development and conservation of minerals and energy, and for ensuring their availability in the future.

The AECB ensures the safe design, construction and operation of nuclear research reactors and nuclear power reactors, as well as the safe production, handling and disposal of nuclear materials; it also carries out inspections related to the foregoing.

AECL fosters the development of nuclear power systems for the production of energy, and the use of nuclear radiation and associated equipment in industry, agriculture and

1976-77	\$1,653,001,000
	 4,415

medicine. Eldorado Nuclear Limited assists in developing and maintaining Canadian uranium ore reserves.

The NEB is mainly responsible for ensuring that the best interests of Canada are served in the construction and operation of oil and gas pipelines and in the exporting and importing of gas, oil and electrical power.

The ESAB was established in connection with the possible need to allocate petroleum resources within Canada during emergencies affecting national security or economic stability. It also administers the subsidy program through which Canadian prices of petroleum products are kept below world levels.

Énergie, Mines et Ressources

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est responsable du ministère, de la Commission de contrôle de l'énergie atomique, de l'Énergie atomique du Canada limitée, de l'Eldorado nucléaire limitée, de l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie et de l'Office national de l'énergie. Le ministère est responsable de la mise en valeur et de la conservation des minéraux et de l'énergie et de leur disponibilité à l'avenir.

La Commission de contrôle de l'énergie atomique assure la sécurité de la conception, de la construction et de l'exploitation des réacteurs

nucléaires et de recherche; elle assure aussi la sécurité de la production, de la manutention et de l'élimination des matières nucléaires et fait des inspections reliées à ces activités.

Énergie atomique du Canada limitée encourage la mise au point de systèmes électronucléaires qui fourniront de l'énergie et l'utilisation des radiations nucléaires et du matériel connexe dans l'industrie, l'agriculture et la médecine. Eldorado nucléaire limitée aide à établir et à maintenir des réserves canadiennes de minéral d'uranium.

L'Office national de l'énergie veille aux intérêts du Canada en matière de construction et d'exploitation d'oléoducs et de gazoducs et en matière d'exportation et d'importation de pétrole.

L'Office de répartition des approvisionnements d'énergie a été établi au cas où il serait nécessaire de répartir les approvisionnements en

An expenditure of \$1.4 billion is allowed for 1976-77 to maintain the programs of assistance to those areas of the country that are dependent on high-priced imported oil. The Oil Import Compensation Program is a key element in the federal government's oil policy. The oil compensation payments are largely offset by the special excise tax provisions and oil export tax revenues.

Main Estimates for this Ministry are higher in 1976-77 mainly because of the requirement for increased

payments under the oil price subsidy program.

pétrole au Canada pendant les périodes d'urgence affectant la sécurité nationale ou la stabilité économique. Il administre aussi le programme de subsides en vertu duquel les prix canadiens des produits pétroliers sont maintenus à des niveaux inférieurs aux niveaux mondiaux.

On prévoit une affectation de \$1.4 milliard en 1976-77 pour maintenir les programmes d'aide aux zones du pays qui dépendent du pétrole importé à prix élevé. Le programme d'indemnisation des importateurs de pétrole est un


élément clé de la politique pétrolière du gouvernement fédéral. Les indemnités sont compensées en grande partie par le taxe d'accise spéciale et les recettes fiscales provenant de l'exportation du pétrole.

L'augmentation dans le Budget principal des dépenses de 1976-1977 pour ce ministère est principalement due à la nécessité d'assurer des paiements plus élevés en vertu du programme pour réduire le prix du pétrole.

Environment

The Department of Environment is responsible for Environmental Services and the Fisheries and Marine Program. The Environmental Services Program promotes and undertakes programs to protect and enhance the quality of the environment and to improve the management and sustained economic utilization of the forest, wildlife and inland water resources of the nation. The Fisheries and Marine Program administers and promotes programs designed to improve the management and economic use of the marine and aquatic renewable resources of the nation.

The year-over-year increase in the Department's Main Estimates is \$91

1976-77	\$501,794,000
	 12,210

million. Much of this increase is attributable to an increase of \$36.4 million in the contributions for assistance to the groundfish fishing industry and an increase of \$7.4 million in contributions relative to environmental management (e.g. a further \$2.8 million for flood control on the Fraser River in British Columbia).

Environnement


Le ministère de l'Environnement est responsable de programmes des services de l'environnement et des pêches et de la mer. Le programme des services de l'environnement promouvoit et entreprend des programmes visant à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement et à améliorer la gestion de l'utilisation économique soutenue des ressources forestières et fauniques et des eaux intérieures du pays. Le programme des pêches et de la mer administre et

promouvoit des programmes conçus pour améliorer la gestion et l'utilisation économique des ressources renouvelables aquatiques et marines du pays.

Les dépenses estimatives pour le ministère dans le Budget principal des dépenses pour 1976-77 sont de \$91 millions supérieures à celles de l'année précédente. Cette hausse est en grande partie attribuable à une augmentation de \$36.4 millions des contributions pour aider l'industrie de la pêche des poissons de fond et à une hausse de \$7.4 millions des contributions à la gestion de l'environnement (y compris \$2.8 millions de plus pour le contrôle des inondations causées par la rivière Fraser en Colombie-Britannique).

External Affairs

The Minister of External Affairs is responsible for the Department and for the Canadian International Development Agency and the International Joint Commission. The Canadian International Development Agency (CIDA), on behalf of the Government of Canada, provides multilateral, bilateral, and other developmental assistance in the economic, technical, educational and social evolution of developing countries. Canada shares membership with the United States in the International Joint Commission, which

1976-77	\$755,311,000
	 6,651

was set up to investigate and recommend upon any questions or matters of difference raised by either member country relative to the common border.

For 1976-77 the total aid disbursement will increase from the \$903.2 million now forecast in 1975-76 to \$1,000.4 million in 1976-77. In

Affaires extérieures

Le ministre des Affaires extérieures est responsable du ministère, de l'Agence canadienne de développement international et de la Commission mixte internationale. L'Agence canadienne de développement international fournit de l'aide bilatérale ou multilatérale d'ordre économique,

technique, éducatif et social aux pays en voie de développement. Avec les États-Unis, le Canada participe à la Commission mixte internationale, qui a été créée pour étudier les problèmes tenant à la frontière commune et formuler les avis appropriés au sujet de toute question ou différend soulevé par l'un des pays membres.

Le niveau des déboursés totaux pour l'aide passera des \$903.2 millions prévus pour 1975-76 à \$1.4 milliard en 1976-77. En plus des crédits à voter dans le Budget principal des dépenses de 1976-77, cela comprend \$48.4 millions en subventions et contribu-

addition to the funds to be voted in the 1976-77 Main Estimates, this level of disbursements will include \$48.4 million in grants and contributions and \$215.2

million in loans and advances that had been voted in previous years' Estimates and accumulated in non-lapsing accounts.


tions, et \$215.2 millions en prêts et avances qui ont été votés au cours des années précédentes et se sont

accumulés dans des comptes permanents.

Finance

The Minister of Finance is responsible for the Department of Finance, the Department of Insurance and the Tariff Board. The Department of Finance administers the following programs: Financial and Economic Policies, Municipal Grants, Public Debt, Fiscal Transfer Payments, Contracting-Out Payments, Guaranteed Loans (including student loans) and the Anti-Dumping Tribunal. The Department of Insurance protects the public against financial loss from the operations of federally registered or licensed financial institutions and registered pension plans, and provides actuarial services to the government and to governmental departments and agencies. The Tariff Board adjudicates appeals on customs and excise rulings made by the Department of National Revenue and conducts studies on the Customs Tariff Structure upon request of the Minister of Finance.

The year-over-year increase in the Main Estimates for these programs is \$1,357.4 million. The following major increases are noted: grants to municipalities in lieu of taxes (\$10.6 million); Public Debt (\$1.1 billion); fiscal transfers to provinces required by the British North America and the Public Utilities Income Tax Transfer Acts (\$168.7 million); payments to the Province of Quebec for programs for which it has opted out (\$57.8 million); payments of interest, liabilities and alternative payments to provinces under the Student Loans Act, the Farm Improvement Loans Act, the Small Business Loans Act and the Fisheries Improvements Loans Act (\$14.3 million); and the Winter Capital Projects Fund (\$25.0 million). Estimates for the Department of Insurance will increase by 18.3 per cent to \$1.5 million.

1976-77	\$7,765,441,000
	 1,374

Though the Auditor General reports directly to Parliament, Main Estimates for the Auditor General's Office are grouped with those of the Department of Finance; expenditures will increase by 34.3 per cent to \$11.8 million, mainly as a result of a growth in staff and increased operating costs.

Finances

Le ministre des Finances est responsable du ministère des Finances, des Assurances et de la Commission du tarif. Le ministère administre les programmes suivants: politiques financières et économiques; subventions aux municipalités; service de la dette publique; paiements de transfert fiscaux; paiements de retrait; prêts garantis (y compris les prêts aux étudiants) et le tribunal anti-dumping.

Les Assurances protègent le public contre les pertes financières pouvant résulter des opérations des organismes financiers enregistrés ou munis d'un permis en vertu d'une loi fédérale et des régimes de pensions enregistrés, et assurent des services actuariels au gouvernement et aux ministères et organismes. La Commission du tarif statue sur les appels des décisions relatives aux douanes et à l'accise, rendues par le ministère du Revenu national, et, à la demande du ministre des Finances, fait des études sur les dispositions du Tarif des douanes.


Par rapport à l'année précédente, les dépenses estimatives du Budget principal des dépenses pour ces programmes sont plus élevées de \$1,357.4 millions. Les principales augmentations sont les suivantes: subventions aux municipalités au lieu de taxes, \$10.6 millions; augmentation de la dette publique, \$1.1 milliard; Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, \$25.0 millions; transferts fiscaux aux provinces en vertu de l'AANB et de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des

entreprises d'utilité publique, \$168.7 millions; paiements au Québec pour les programmes auxquels il a choisi de ne pas participer, \$57.8 millions; paiements de l'intérêt, des éléments de passif et des paiements alternatifs aux provinces en vertu des lois sur les prêts aux étudiants, les prêts destinés aux améliorations agricoles, les prêts aux petites entreprises et les prêts pour venir en aide aux opérations de pêche, \$14.3 millions. Les prévisions pour les Assurances passeront à \$1.5 million, ce qui représente une augmentation de 18.3 pour cent.

Bien que l'Auditeur général fasse rapport directement au Parlement, le Budget des dépenses pour son Bureau sont groupés avec ceux du ministère des Finances. Les dépenses passeront à \$11.8 millions, soit de 34.3 pour cent, surtout à cause de l'augmentation du personnel et des coûts de fonctionnement.

**Governor General and
Lieutenant Governors**

The Estimates provide funds for the Governor General's salary, for the operation of his office and residence, for his official travel and for the pensions of former Governors General or their widows. The Estimates also make provision for the payment of salaries to Lieutenant-Governors and for their expenses with respect to official travel and hospitality.

1976-77	\$2,710,000
	 86

The year-over-year increase in the Main Estimates of \$623 thousand results mainly from increased salaries and increased costs of travel and accommodation.

**Gouverneur général
et lieutenants-gouverneurs**

Le Budget des dépenses fournit des fonds pour le salaire du gouverneur général, pour le fonctionnement de son bureau et de sa résidence, pour ses

voyages officiels et pour les pensions des ex-gouverneurs généraux ou de leur veuve. Il contient aussi des prévisions pour les salaires des lieutenants-gouverneurs, pour leurs voyages officiels et pour leurs dépenses en matière d'hospitalité.

L'augmentation de \$623,000 des dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses, par rapport à celles de l'an dernier, provient surtout des hausses de salaire et des hausses de coûts pour les voyages et le logement.

**Indian Affairs and
Northern Development**

The Minister of Indian Affairs and Northern Development is responsible for the Department and the Northern Canada Power Commission. The Department has four programs: Administration, Indian and Eskimo Affairs, Northern Affairs and Parks Canada. The Indian and Eskimo Affairs Program is responsible, in consultation with Indian and Eskimo peoples, for the innovative support and encouragement of activities that will enable native people to achieve their cultural, economic and social aspirations within Canadian society. The Northern Affairs Program is directed toward the advancement of the social, cultural, political and economic development of the Yukon and Northwest Territories. It also coordinates federal activities in the North with special emphasis on the needs of native northerners.

1976-77	\$949,368,000
	 12,897

mainly for grants, contributions and other transfer payments to Indian and Eskimo bands, communities, business enterprises and individuals. The increased cost of the Northern Affairs Program (\$61 million) is attributable to increased grants, contributions and transfer payments to the territories for territorial and social development. Parks Canada will have an over-all growth of \$8.4 million, or 6.3 per cent.

Affaires indiennes et du Nord

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord est responsable du ministère et de la Commission d'énergie du Nord Canadien. Le ministère s'occupe de quatre programmes: l'administration, les affaires indiennes et esquimaudes, les affaires du Nord, et Parcs Canada. Le programme des affaires indiennes et esquimaudes, en accord avec les autochtones, entreprend, seconde et encourage des initiatives coordonnées qui leur permettront de réaliser leurs aspirations culturelles, économiques et sociales au sein de la société canadienne. Le programme des affaires du Nord favorise le développement social, culturel et politique et l'expansion économique du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, en mettant l'accent sur les besoins des autochtones du Nord.

L'augmentation des dépenses dans le Budget principal des dépenses est de \$138 millions. La hausse pour le programme des affaires indiennes et esquimaudes est de \$65.5 millions, surtout pour les subventions, les contributions et d'autres paiements de transfert aux bandes indiennes et esquimaudes, aux communautés, aux entreprises et aux individus. La hausse pour le programme des affaires du Nord (\$61 millions) est attribuable à l'augmentation des subventions, des contributions et des paiements de transfert aux territoires pour le développement territorial et social. La croissance globale de Parcs Canada sera de \$8.4 millions ou 6.3 pour cent.

The Northern Canada Power Commission provides public utilities to communities in the North. Parks Canada acquires, develops, maintains and preserves natural and historic sites, structures and travel routes of importance to Canadians and Canadian history.


The increases in Main Estimates for this Department amount to \$138 million. The Indian and Eskimo Affairs Program increased by \$65.5 million,

La Commission d'énergie du Nord canadien aménage des installations d'utilité publique dans les communautés du Nord. Parcs Canada acquiert, met en valeur, entretient et conserve les sites naturels, les lieux historiques, les bâtiments et les parcs d'importance pour les Canadiens.

Industry, Trade and Commerce

The Minister of Industry, Trade and Commerce is responsible for the Department and for the new Federal Business Development Bank, the Foreign Investment Review Agency, the Standards Council of Canada and Statistics Canada. The Department administers programs aimed at achieving growth in the production and trade of Canadian goods and services, and at assisting Canadian industry to adjust to changes in the domestic and foreign economic environment. It is also charged with sustaining the growth of tourism in Canada and with the marketing of grains and oilseeds.

The Federal Business Development Bank is responsible for promoting the establishment and development of business enterprises, particularly small businesses in Canada. The Foreign Investment Review Agency ensures that acquisitions of control of Canadian business enterprises and the establishment of new businesses by non-Canadians in Canada are, or are likely to be, of significant benefit to Canada. The Standards Council promotes the voluntary standardization of construction, manufacturing and safety measures both nationally and internationally. Statistics Canada collects, analyzes and publishes statistical information of vital necessity for the development of economic and

1976-77	\$667,895,000
	 9,260

social programs used by all levels of government, businesses and individuals.

The Main Estimates for 1976-77 for the Department and the other agencies exceed those for the previous year by \$205.3 million. The main factors contributing to this increase are subsidies for the construction of commercial and fishing vessels (\$18.5 million), increased grain handling and transportation costs (\$23 million) and the inclusion for the first time in Main Estimates of payments for Two-Price Wheat (\$105 million). These payments were formerly included in Supplementary Estimates for each fiscal year. The increase of \$57 million in Statistics Canada is primarily for the additional resources required to carry out the quinquennial census in 1976.

Industrie et Commerce

Le ministre de l'Industrie et du Commerce est responsable du ministère, de la nouvelle Banque fédérale de développement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, du Conseil canadien des normes et de Statistique Canada. Le ministère administre des programmes qui visent à assurer la croissance de la production et du commerce des biens et des services canadiens et à aider les industries canadiennes à s'adapter aux changements qui surviennent dans les milieux économiques nationaux et étrangers. Il s'occupe aussi de la croissance ordonnée du tourisme au Canada et de la commercialisation des céréales et des graines oléagineuses.

La Banque fédérale de développement promouvoit l'établissement et le développement d'entreprises, et surtout de petites entreprises, au Canada. L'Agence d'examen de l'investissement étranger fait en sorte que la prise de contrôle de certaines entreprises canadiennes et la création d'entreprises nouvelles par des

non-Canadiens apportent, ou soient susceptibles d'apporter des avantages appréciables au Canada. Le Conseil canadien des normes encourage la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication et de la sécurité, à l'échelle nationale et internationale. Statistique Canada rassemble, analyse et publie les renseignements statistiques nécessaires à tous les paliers de gouvernement, aux entreprises et aux individus pour élaborer des programmes sociaux et économiques.


Les dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses de 1976-77 pour le ministère et les organismes dépassent celles de l'année précédente de \$205.3 millions. Les principaux facteurs contribuant à cette hausse sont l'augmentation des subventions pour la construction de navires commerciaux et de pêche (\$18.5 millions), l'augmentation des coûts de manutention et de transport des céréales (\$23 millions), et l'inclusion, pour la première fois, des paiements au titre de la politique des deux prix pour le blé (\$105 millions). Ces paiements étaient auparavant inclus dans le premier Budget supplémentaire de chaque année financière. La hausse de \$57 millions pour Statistique Canada résulte surtout des ressources additionnelles nécessaires pour le recensement quinquennal de 1976.

Justice

The Main Estimates for the Department of Justice provide the resources required to support the Supreme and Federal Courts of Canada, the Law Reform Commission and the Tax Review Board.

The Department of Justice is responsible for legal services to the Government of Canada and to departments and agencies.

The Supreme Court of Canada provides a general court of appeal for Canada, and the Federal Court of

1976-77	\$86,101,000
	 1,309

Canada provides an additional court for the better administration of the laws of Canada. The Law Reform Commission reviews statutes and other laws of Canada in order to make recommendations for their improvement, modernization and reform. The Tax Review Board is an easily accessible and independent tribunal for informal and rapid

Justice

Le Budget principal des dépenses pour le ministère de la Justice fournit les ressources nécessaires pour les cours suprême et fédérale du Canada, la Commission de réforme du droit et la Commission de révision de l'impôt.

Le ministère de la Justice conseille le gouvernement du Canada, ses

ministères et ses organismes sur les questions juridiques. La Cour suprême du Canada a pour objectif de fournir une cour d'appel générale au Canada, et la Cour fédérale du Canada, un tribunal supplémentaire assurant une meilleure administration des lois du Canada. La Commission de réforme du droit revoit les lois et autres règles de droit qui constituent le droit du Canada, en vue de faire des propositions pour les améliorer, les moderniser et les réformer. La Commission de révision de l'impôt fournit un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide et sans formalités des

arbitration of disputes between taxpayers and the Minister of National Revenue.


The Main Estimates for 1976-77 are \$18 million higher than those for

Labour

The Minister of Labour is responsible for the Department and for the Canada Labour Relations Board. Until this year, he was also responsible for Information Canada. With the termination of Information Canada as a separate agency, two of its surviving parts, the Expositions and Publishing revolving funds, have been transferred to the Department of Supply and Services.

The objective of the Department of Labour is the promotion of good industrial relations and improved working conditions. The Canada Labour Relations Board seeks to promote effective industrial relations in

1975-76. This increase is mainly attributable to the statutory revision of judges' salaries and allowances.

1976-77	\$31,527,000
	 874

any work, undertaking or business that falls within the authority of the Parliament of Canada.

The \$6.2 million decrease in expenditures and the 385 decrease in man-years result mainly from the abolition of Information Canada and the transfer of the two revolving funds to DSS.

différends entre les contribuables et le ministre du Revenu national.

Les dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses sont de \$18 millions supérieures à celles de

Travail

Le ministre du Travail est responsable du ministère du Travail et du Conseil canadien des relations du travail; jusqu'à cette année, il était également responsable d'Information Canada. Puisque cet organisme cesse d'exister, deux des éléments qui continueront d'exister, les fonds renouvelables pour les expositions et l'édition, ont été transférés au

1975-76. Cette hausse est surtout attribuable à la révision statutaire des salaires et des allocations des juges.


ministère des Approvisionnements et Services.

L'objectif du ministère du Travail est de promouvoir de saines relations industrielles et l'amélioration des conditions de travail. Le Conseil canadien des relations du travail tente de promouvoir des relations industrielles efficaces dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

La baisse de \$6.2 millions des dépenses estimatives et de 385 années-hommes résulte surtout de l'abolition d'Information Canada et du transfert des deux fonds renouvelables au MAS.

Manpower and Immigration

The Minister of Manpower and Immigration is responsible for the Department and for the Immigration Appeal Board and the Unemployment Insurance Commission. The Department has four programs: Administration; Development and Utilization of Manpower; Immigration; and Planning and Research. The Development and Utilization of Manpower Program endeavours to ensure that the supply of manpower matches the demand qualitatively, quantitatively and geographically through the provision of placement services and direct job creation programs and through payments for training services. The Immigration Program is responsible for administering the admission of immigrants and non-immigrants in accordance with the economic, social and cultural interests of Canada. The Immigration Appeal Board hears appeals from persons who have been ordered deported from Canada or from

1976-77	\$2,574,442,000
	 24,879

persons in Canada whose relatives have been refused entry to Canada. The Unemployment Insurance Commission provides short-term financial relief and other assistance to workers eligible under the Unemployment Insurance Act of 1971; and administers the Government Annuities Act.

Total budgetary expenditures in 1976-77 will increase by \$910.9 million over the levels reflected in the Main Estimates of 1975-76. Most of this increase is attributable to payments for the government share of benefits under the Unemployment Insurance Act, for which an additional \$810 million will be required. The government expenditures with respect to Unemployment Insurance relate to benefits paid out in

Main-d'œuvre et Immigration

Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'immigration est responsable du ministère, de la Commission d'appel de l'immigration et de la Commission d'assurance-chômage. Les quatre programmes du ministère sont l'administration, le perfectionnement et l'utilisation de la main-d'œuvre, l'immigration, et la planification et la recherche. Le programme de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'œuvre tente de voir à l'équilibre quantitatif, qualitatif et géographique de l'offre et de la demande de main-d'œuvre par un service de placement, par la création directe d'emplois et par des paiements pour des services de formation. Le programme d'immigration règle

l'admission des immigrants et des non-immigrants en fonction des intérêts économiques, sociaux et culturels du Canada. La Commission d'appel de l'immigration entend les appels des personnes sous le coup d'une ordonnance d'expulsion du Canada ou des personnes dont les parents se sont vu refuser l'entrée au Canada. La Commission d'assurance-chômage fournit une aide financière à court terme, ainsi que d'autres secours, aux travailleurs admissibles en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et gère les contrats conclus en vertu de la Loi relative aux rentes de l'État.

Les dépenses budgétaires estimatives totales augmenteront de \$910.9 millions par rapport aux niveaux prévus dans le Budget principal des dépenses de 1975-76. La majeure partie de cette augmentation est attribuable au paiement de la part des prestations d'assurance-chômage défrayée par le gouvernement, soit \$810 millions de plus. Les dépenses du

the calendar year that elapsed in the previous fiscal year; thus, the expenditures for 1976-77 relate to benefits paid out in 1975 and reflect

the sharp increase in unemployment that took place from 1974 to 1975.

gouvernement portent sur les prestations de l'année civile qui précède l'année financière: ainsi, les dépenses en 1976-77 seront pour les

prestations en 1975, et refléteront la forte hausse du chômage de 1974 à 1975.

National Defence

The Minister of National Defence is responsible for the Department and, through it, for the security of Canada and Canada's contribution to the maintenance of world peace. The priority roles of the Department as outlined in the 1971 White Paper on Defence are the protection of Canada, North American Air Defence, contribution to NATO defence and contributions to international stability.

The increase in estimates results from the impact of inflation on

1976-77	\$3,371,140,000
	37,288

operating and capital costs and from the initial costs of acquiring new long-range patrol aircraft and tanks.

Défense nationale

Le ministre de la Défense nationale est responsable du ministère, et, par son entremise, de la sécurité du Canada et de la contribution du Canada au maintien de la paix dans le monde. Les priorités du ministère,

telles que présentées dans le Livre blanc sur la défense de 1971, sont la protection du Canada, la défense aérienne de l'Amérique du Nord, la contribution aux mesures défensives de l'OTAN et la contribution à la stabilité internationale.

L'augmentation des prévisions découle d'une part de l'effet de l'inflation sur les coûts de fonctionnement et d'immobilisation, et d'autre part des coûts initiaux pour l'achat d'avions de patrouille à grand rayon de déplacement et de chars d'assaut.

National Health and Welfare

The Minister of National Health and Welfare is responsible for the Department, for the Medical Research Council and for the Advisory Council on the Status of Women (formerly part of the Privy Council Office). The Department administers six programs, which account for about 28 per cent of all budgetary estimates. These include large transfers to individuals, such as Old Age Security and Guaranteed Income Supplement payments (\$4,506 million); family allowance payments (\$2,013 million); and major cost-shared programs such as the Canada Assistance Plan (\$872 million), Medicare (\$957 million) and Hospital Insurance (\$2,065 million).

1976-77	\$10,932,161,000
	10,355

The year-over-year increase in the Main Estimates is \$1,396.5 million, which results mainly from the increased cost of OAS-GIS payments (\$537.5 million), contributions to the provinces pursuant to the Hospital Insurance and Diagnostic Services Act (\$519 million), and payments made under the Canada Assistance Plan (\$171.8 million).

Santé nationale et Bien-être social

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social est responsable du ministère, du Conseil des recherches médicales et du Conseil consultatif de la situation de la femme, qui faisait auparavant partie du Bureau du Conseil privé. Le ministère administre six programmes qui représentent environ 28 pour cent de toutes les prévisions budgétaires. Ceux-ci comprennent d'importants paiements de transfert aux individus, tels que les paiements de sécurité de la vieillesse et

du supplément de revenu garanti (\$4,506 millions), les allocations familiales (\$2,013 millions) et les principaux programmes à frais partagés tels que le Régime d'assistance publique du Canada (\$872 millions), les soins médicaux (\$957 millions) et l'assurance-hospitalisation (\$2,065 millions).

L'augmentation des dépenses estimatives est de \$1,396.5 millions; elle provient surtout du coût accru des paiements de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti (\$537.5 millions), des contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques (\$519 millions) et des paiements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (\$171.8 millions).

National Revenue

The Department of National Revenue has two programs: Taxation, and Customs and Excise. The Taxation program is responsible for the assessment and collection of income taxes, succession duties, gift taxes, pension plan contributions, and unemployment insurance premiums due under various federal and

1976-77	\$458,557,000
	25,496

provincial statutes, and for the administration of various tax credit plans on behalf of requesting provinces. The Customs and Excise

Revenu national

Le ministère du Revenu national est responsable de deux programmes:

celui de l'impôt et celui des douanes et accise. Le but du programme d'impôt est d'établir et de percevoir les impôts sur le revenu, les droits successoraux, les impôts sur les dons, les cotisations au Régime de pensions et les primes d'assurance-chômage exigibles en vertu de diverses lois fédérales et provinciales, et d'administrer divers régimes de crédits d'impôts fonciers au nom des provinces intéressées.

program is responsible for the assessment, collection and control of duties and taxes on imported and domestically produced goods, and for control over international movements of goods.

The year-over-year increase in the Main Estimates is \$69.2 million, of which \$46 million is for the Taxation Program and \$23.2 million for the Customs and Excise Program. The

increase in man-years for this Department is directly related to the increase in workload caused by the number of persons and corporations submitting tax returns, increased exports and the requirement to administer the special excise tax on gasoline.

L'objectif du programme des douanes et accise est de calculer, percevoir et contrôler les droits et les taxes qui frappent les marchandises importées ou produites au Canada, et d'exercer un contrôle sur le mouvement international des marchandises.


Les dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses sont de \$69.2 millions plus élevées que celles de l'année précédente. Cette hausse

est répartie ainsi: \$46 millions pour le programme de l'impôt et \$23.2 millions pour le programme des douanes et accise. L'augmentation des années-hommes est directement reliée à l'augmentation de la charge de travail reliée au nombre de personnes et de sociétés faisant des déclarations d'impôt, à la hausse des exportations et à la nécessité d'administrer la taxe d'accise spéciale sur l'essence.

Parliament

The Estimates for Parliament include resources for the Senate, the House of Commons and the Library of Parliament.

Most of the increase of \$12.4 million in Main Estimates for Parliament is attributable to the increase in certain indemnities, allowances and salaries paid to members of the House of Commons and the Senate and persons employed by Parliament (\$10.2 million).

1976-77	\$72,098,000
	not controlled by Treasury Board ne sont pas contrôlées par le Conseil du Trésor

Parlement


Le Budget des dépenses pour le Parlement comprend des ressources pour le Sénat, la Chambre des communes et la Bibliothèque du Parlement.

La majeure partie de l'augmentation de \$12.4 millions du Budget principal des dépenses pour le Parlement est attribuable à l'augmentation de certaines indemnités, des allocations et des salaires versés aux membres de la Chambre des communes et du Sénat et aux personnes employées par le Parlement (\$10.2 millions).

Post Office

The Postmaster General is responsible for providing postal services to the people of Canada.

The Main Estimates for the Post Office for 1976-77 are \$230.4 million, or 25.8 per cent, higher than those for 1975-76. The major factors contributing to this increase are the costs of automation of mail-sorting

1976-77	\$1,122,706,000
	60,524

facilities in major urban areas and increased manpower requirements to deliver larger volumes of mail to an increased population.

Postes


Le ministre des Postes a la responsabilité de fournir des services postaux aux Canadiens.

Les dépenses estimatives pour les Postes, dans le Budget principal des dépenses, sont de \$230.4 millions, ou 25.8 pour cent, supérieures à celles pour 1975-76. Les principaux facteurs responsables sont le coût de l'automatisation des installations de tri du courrier dans les grands centres urbains et les plus grands besoins en main-d'œuvre pour distribuer plus de courrier à une plus grande population.

Privy Council

The Estimates for the Privy Council provide for the Privy Council Office, the Office of the Prime Minister, the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat, the Chief Electoral Officer, the Commissioner of Official Languages, the Economic Council of Canada and the Public Service Staff Relations Board.

The Estimates for the Privy Council Office are reduced from last year's

1976-77	\$31,487,000
	931

because of a \$3 million decrease in the grant to the Institute for Research on Public Policy, and the transfer of the Advisory Council on the Status of Women and the Office of the Co-ordinator, Status of Women, to the

Conseil privé

Le Budget des dépenses pour le Conseil privé inclut le Bureau du Conseil privé, le Bureau du Premier ministre, le Secrétariat des

Conférences intergouvernementales canadiennes, le directeur général des élections, le commissaire aux langues officielles, le Conseil économique du Canada et la Commission des relations de travail dans la fonction publique.

La baisse prévue pour le Bureau du Conseil privé, par rapport à l'année dernière, résulte d'une diminution de \$3 millions dans la subvention à l'Institut de recherches politiques et du transfert du Conseil consultatif de la situation de la femme et du bureau de

Department of National Health and Welfare. These decreases have been partially offset by the inclusion of \$600 thousand in the Main Estimates for the

Royal Commission on the Concentration of Corporate Power in Canada.


la coordinatrice, situation de la femme, au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par

l'inclusion de \$600,000 dans le Budget principal des dépenses pour la Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés.

Public Works

The Department of Public Works is responsible for the provision of accommodation to federal departments and agencies; the provision of certain marine facilities for the development and support of industry and for water level control; the construction and maintenance of roads, bridges and public utility services required by federal programs (as distinct from those provided by provinces, territories and municipalities); and for the management and development of federal lands.

The \$84.4 million increase in the Main Estimates for 1976-77 is mainly

1976-77	\$728,542,000
	 8,966

due to the increased cost (\$52.1 million) of the accommodation program. Funds to be provided for the construction of office buildings, post offices and other buildings will actually decline by \$31.5 million in 1976-77, but this has been offset by increased costs of renting or leasing buildings and equipment (\$46.4 million), and by the increased costs of building design and maintenance services (\$14.8 million).

Travaux publics


Le ministère des Travaux publics a la responsabilité de loger les ministères et organismes fédéraux, de fournir certaines installations maritimes nécessaires pour le développement et le soutien de l'industrie et pour la régularisation des niveaux d'eau, d'aménager et d'entretenir les routes, les ponts et les services d'utilité publique qu'exigent les programmes

du gouvernement fédéral (distincts de ceux des provinces, des territoires et des municipalités) et de gérer et mettre en valeur les terres fédérales.

La hausse de \$84.4 millions dans le Budget principal des dépenses pour 1976-77 provient surtout du coût plus élevé (\$52.1 millions) du programme de logement. Les fonds pour la construction d'édifices à bureaux, de bureaux de poste et d'autres édifices baisseront de \$31.5 millions en 1976-77, mais les coûts de location d'édifices et de matériel ont augmenté de \$46.4 millions, et les coûts de conception et d'entretien des édifices ont augmenté de \$14.8 millions.

Regional Economic Expansion

The Minister of Regional Economic Expansion is responsible for the Department and for the Cape Breton Development Corporation (DEVCO). The Department is responsible for encouraging each region of Canada to realize its potential for contributing to the economic and social development of the nation by expanding production and employment opportunities in regions of disparity. DEVCO is charged with rationalizing the coal industry and stimulating development opportunities in Cape Breton.

1976-77	\$502,510,000
	 2,197

The growth in resources required for the Department and the Corporation for 1976-77 is estimated at only \$3.3 million. DEVCO's budgetary requirements will decrease by 51.8 per cent (from \$27.8 million to \$13.4 million), whereas DREE's requirements for contributions to provinces and for industrial incentive grants will increase by \$17.7 million, or 4.4 per cent (from \$399.9 million to \$417.6 million).

Expansion économique régionale


Le ministre de l'Expansion économique régionale est responsable du ministère et de la Société de développement du Cap-Breton. Le ministère a pour but d'aider chaque région du Canada à réaliser ses possibilités d'apport au développement économique et social du pays en augmentant la production et les

possibilités d'emploi dans les régions à faible croissance. La Société de développement du Cap-Breton a pour objectif de rationaliser l'industrie houillère et de stimuler l'expansion économique du Cap-Breton.

L'augmentation prévue des ressources n'est que de \$3.3 millions en 1976-77. Les exigences budgétaires de la Société diminueront de \$27.8 à \$13.4 millions, soit de 51.8 pour cent, alors que ceux du MEER pour les contributions aux provinces et les subventions pour stimuler l'industrie augmenteront de \$17.7 millions, c'est-à-dire de \$399.9 millions à \$417.6 millions, soit de 4.4 pour cent.

Science and Technology

The Minister of State for Science and Technology is responsible for the Ministry, the National Research Council of Canada (NRC) and the Science Council of Canada. The NRC is the largest of the three and will require, in 1976-77, 97 per cent of the dollar resources and 93 per cent of the

1976-77	\$237,048,000
	 3,362

Sciences et Technologie

Le ministre des Sciences et de la Technologie est responsable du Département d'État chargé des Sciences et de la Technologie, du Conseil national de recherches du Canada et du Conseil des sciences du Canada. Le CNRC est le plus grand des trois; il aura besoin, en 1976-77, de 97

man-years shown for the Ministry. The Department is responsible for developing policies on the use of science and technology in support of national goals. NRC is charged with providing a national institution for basic research and development in the natural sciences and engineering in areas of high government priority. In addition, NRC promotes and supports research through scholarships and grants in aid of research. The Science Council is responsible for assessing Canada's scientific and technological requirements and advising the government on the best use of science and technology.

The NRC is being provided with an additional \$9.6 million for scholarships

and grants in aid of research as a result of the transfer of responsibilities from the Atomic Energy Control Board. The Engineering and Natural Sciences Research Program has been provided with an additional funds mainly towards the cost of the \$15.5 million Teleoperator project in connection with the United States space shuttle program. Appendix A to this booklet provides an overview of budgetary expenditures on scientific activities funded by the government.

pour cent de l'argent et de 93 pour cent des années-hommes chiffrées dans le tableau. Le Département d'État est responsable de l'élaboration de politiques sur l'utilisation des sciences et de la technologie par rapport aux objectifs nationaux. Le CNRC est chargé de fournir une institution nationale pour la recherche fondamentale et le développement en sciences naturelles et en ingénierie dans les domaines auxquels le gouvernement accorde une haute priorité. De plus, le CNRC promouvoit et facilite la recherche par des bourses et des subventions d'aide à la recherche. Le Conseil des sciences, pour sa part, est chargé d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du Canada, et de conseiller le

gouvernement sur le meilleur emploi possible des sciences et de la technologie.

Le CNRC recevra \$9.6 millions de plus pour les bourses et les subventions d'aide à la recherche; cette hausse provient d'un transfert de responsabilités de la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Le programme de recherches en ingénierie et en sciences naturelles recevra des fonds surtout pour le coût d'un projet téléopérateur relié au programme de la navette spatiale des États-Unis (\$15.5 millions). L'Annexe A donne un aperçu des dépenses pour les activités scientifiques défrayées par le gouvernement.


Secretary of State

The Secretary of State is responsible for the Department and for 10 agencies: the Canada Council, the Canadian Broadcasting Corporation, the Canadian Film Development Corporation, the National Arts Centre Corporation, the National Film Board, the National Library, the Public Archives, the National Museums, the Public Service Commission and the Representation Commissioner.

The Department operates programs for the development of culture and the arts, citizenship and bilingualism. It also includes the government's Translation Bureau. Payments to the provinces for post-secondary education are made through the Secretary of State.

The Company of Young Canadians, which had reported through the Secretary of State, was terminated in 1975-76.

The increase in the 1976-77 Main Estimates over the 1975-76 Main Estimates is \$156.2 million; approximately \$60 million of this is to go to the Department, primarily for increased post-secondary education

1976-77	\$1,428,773,000
	 10,367

payments and bilingualism development, and \$63 million is for the increased costs of operating the Canadian Broadcasting Corporation. The Public Service Commission will require a further \$20 million to meet its increased operating expenditures, particularly in language training for the Public Service.

Secrétariat d'État

Le Secrétaire d'État est responsable du Secrétariat d'État et de 10 organismes: le Conseil des arts du Canada, la Société Radio-Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, la Corporation du Centre national des arts, l'Office national du film, la Bibliothèque nationale, les Musées nationaux du Canada, les Archives publiques, la Commission de la Fonction publique et le commissaire à la représentation.

Le ministère a des programmes pour le développement des arts et de la culture, la citoyenneté et le bilinguisme. Il renferme aussi le Bureau de traduction. Les paiements aux provinces pour l'aide à l'éducation post-secondaire sont faits par l'entremise du Secrétariat d'État.

Le mandat de la Compagnie des jeunes Canadiens, qui faisait rapport


par l'entremise du Secrétaire d'État, s'est terminé en 1975-76.

L'augmentation des dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses pour 1976-77, par rapport à celles de 1975-76, est de \$156.2 millions; environ \$60 millions iront au ministère, surtout pour la hausse des paiements pour l'éducation post-secondaire et l'expansion du bilinguisme, et \$63 millions seront affectés à l'augmentation des coûts de fonctionnement de Radio-Canada. La Commission de la Fonction publique aura besoin de \$20 millions de plus pour rencontrer ses frais de fonctionnement, surtout pour les cours de langue dans la Fonction publique.

Solicitor General

The Ministry of the Solicitor General is responsible for the Penitentiary Service, the National Parole Board and the Royal Canadian Mounted Police.

This year's Main Estimates are \$129.4 million higher than those for 1975-76. The growth reflects the government's commitment to peace and security as a first priority. More is to be spent on security in penitentiaries, supervision of persons on parole and for the RCMP's work in the prevention and detection of crimes, particularly those connected with organized crime and drug abuse.

1976-77	\$709,918,000
	 27,767

An additional \$36.8 million and 266 man-years have been provided for the Correctional Services Program, and an additional \$92.3 million and 488 man-years to the RCMP for the provision of these services.

Solliciteur général

Le ministère du Solliciteur général est responsable du service pénitentiaire, de la Commission nationale des libérations conditionnelles et de la Gendarmerie royale du Canada.

Les dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses sont de

\$129.4 millions supérieures à celles de 1975-76. Cette hausse est attribuable à la priorité que le gouvernement accorde à la paix et la sécurité. On dépensera plus pour la sécurité dans les pénitenciers, pour la supervision des personnes en libération conditionnelle et pour le travail de la GRC en matière de prévention et de découverte de crimes, surtout ceux reliés au crime organisé et à l'abus de drogues.


Il y aura \$36.8 millions et 266 années-hommes de plus pour le programme des services correctionnels et \$92.3 millions et 488 années-hommes de plus pour la GRC.

Supply and Services

The Minister of Supply and Services is responsible for the Department and for Canadian Arsenals Limited and the Canadian Commercial Corporation. The Department is the government's purchaser of most goods and services. It also provides a broad range of administrative management and advisory services. The Department also administers the Publishing and Exhibitions revolving funds, which were formerly part of Information Canada.

Canadian Arsenals Limited maintains a manufacturing capability for certain military materials to meet Canadian defence needs. The Canadian Commercial Corporation purchases goods and services from Canadian sources for the account of foreign governments.

The increase in Main Estimates for 1976-77 over Estimates for 1975-76 results largely from the effects of inflation on operating costs and from the \$3 million replacing the \$2.5 million provided to Information Canada in 1975-76 to cover the costs of free and subsidized distribution of government publications. The increase in

1976-77	\$112,719,000
	 10,501

man-years results from the transfer of the Publishing Revolving Fund and the Expositions Revolving Fund from Information Canada (349 man-years) and an increase in operational commitments for Canadian Arsenals Limited.

Approvisionnement et Services

Le ministre des Approvisionnements et Services est responsable du ministère des Approvisionnements et Services, des Arsenaux canadiens, Limitée et de la Corporation commerciale canadienne. Le ministère fournit la plupart des biens et services au gouvernement, en plus d'assurer un grand éventail de services consultatifs et de services de gestion. Le ministère s'occupe également de la gestion des fonds renouvelables pour les expositions et l'édition, qui étaient sous la responsabilité d'Information Canada. Les Arsenaux canadiens, Limitée maintiennent des moyens efficaces de fabrication d'un certain équipement militaire pour les besoins de la défense canadienne. La Corporation commerciale canadienne achète à des entreprises canadiennes des biens et services destinés à des gouvernements étrangers.


L'augmentation des dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses de 1976-77 provient surtout des effets de l'inflation sur les coûts de fonctionnement et des \$3 millions pour remplacer les \$2.5 millions fournis à Information Canada en 1975-76 pour défrayer le coût de la distribution gratuite et subventionnée des publications gouvernementales. L'augmentation des années-hommes résulte du transfert du Fonds renouvelable pour les expositions d'Information Canada (349 années-hommes) et de l'augmentation des engagements de fonctionnement des Arsenaux canadiens, Limitée.

Transport

The Minister of Transport is responsible for the Department and for the Canadian Transport Commission, Air Canada, the Canadian National Railways, the National Harbours Board, the St. Lawrence Seaway Authority, Northern Transportation Company Limited and the Pilotage Authorities. These agencies have extensive responsibilities in the transportation field, including the formulation of transportation policy, the development and operation of transportation facilities (airports, seaports etc.), safety and other regulatory functions, and the provision of subsidies for passenger and freight services.

The Main Estimates for 1976-77 for the Department and its related agencies will be \$290.8 million higher than in 1975-76, mainly as a result of increased operating and capital costs.

In the Marine Program of the Ministry of Transport (MOT), \$24 million is required for two heavy ice-breakers. The MOT Air Program expects to spend an additional \$29.7 million in 1976-77 on airports located in various

1976-77	\$1,374,954,000
	 22,072

parts of Canada, including the new airports at Calgary and La Ronge, Saskatchewan. In the MOT Surface Program, \$27 million will be required for the federal government's share of the cost of building the Dease Lake Railway line in northern British Columbia. A \$12 million expenditure is planned for contributions to municipalities for construction of railway grade crossing separations. In addition, the Ministry is building a Transport Training Institute at Cornwall, which will require \$11 million in 1976-77.

Transports

Le ministre des Transports est responsable du ministère des Transports et des organismes y afférents, c'est-à-dire: Air Canada, les Chemins de fer nationaux du Canada, la Commission canadienne des transports, le Conseil des ports nationaux, la Société des transports du Nord Limitée, l'Administration de la voie maritime du St-Laurent et les administrations de pilotage. Collectivement, ces organismes ont d'importantes responsabilités dans le domaine des transports, y compris l'élaboration de politiques de transport, le développement et le fonctionnement d'installations de transport (aéroports, ports de mer, etc.), la sécurité et d'autres fonctions de réglementation. Ils fournissent aussi des subventions aux services pour passagers et marchandises.

Les dépenses estimatives du Budget principal des dépenses de 1976-77 sont de \$290.8 millions supérieures à celles de 1975-76, surtout à cause de l'augmentation des coûts de fonctionnement et d'immobilisation.

Le programme des transports par eau du ministère des Transports aura besoin de \$24 millions pour deux gros brise-glaces. Dans le cadre du programme des transports aériens du ministère, il faudra \$29.7 millions de plus pour divers aéroports au Canada, y compris les nouveaux aéroports à Calgary et à La Ronge en Saskatchewan.

Dans le programme des transports de surface, on aura besoin de \$27 millions pour la part du gouvernement fédéral dans la construction de la ligne de chemin de fer Dease Lake dans le nord de la Colombie-Britannique. On prévoit \$12 millions en contributions aux municipalités pour la construction de passages à niveaux séparés pour les chemins de fer.


On aura besoin de \$11 millions en 1976-77 pour l'institut de formation en transports que l'on construit à Cornwall.

Treasury Board

The Estimates of the Treasury Board provide for the cost of the Secretariat which serves it and for certain centrally administered spending programs. These Estimates also contain a general contingency vote to meet miscellaneous minor and unforeseen expenditures.

The Secretariat advises on policy development in the fields of personnel, the expenditure budget, administration, and the implementation of the Official Languages Policy for the Public Service. It also carries out certain operational roles in these policy areas.

Resources provided for government contingencies and the centrally financed programs have been reduced

1976-77	\$355,317,000
	 742

from \$218 million in the 1975-76 Main Estimates to \$204 million in this year's Estimates. These decreases are more than offset by a \$29 million increase in the government's contributions to the Employee Benefit Plans Program.

Conseil du Trésor

Le Budget des dépenses pour le Conseil du Trésor défraye les coûts du Secrétariat qui le sert et de certains programmes financés par l'administration centrale. Il contient aussi un crédit pour éventualités pour rencontrer diverses dépenses mineures imprévues.


Le Secrétariat conseille sur l'élaboration de politiques à l'égard du personnel, du budget des dépenses, de l'administration et de l'application du

programme des langues officielles dans la Fonction publique. Il joue aussi certains rôles opérationnels dans ces domaines.

Les ressources prévues dans le Budget principal des dépenses et fournies pour les éventualités du gouvernement et pour les programmes financés par l'administration centrale ont baissé de \$218 millions pour 1975-76 à \$204 millions pour 1976-77. Cette diminution est plus que contrebalancée par la hausse de \$29 millions des contributions du gouvernement aux régimes de prestations des employés.

Urban Affairs

The Ministry of State for Urban Affairs is responsible for the Department and for the Central Mortgage and Housing Corporation, the National Capital Commission and the Canadian Habitat Secretariat. The Department is concerned with the development of urban policy and for ensuring its consistency with other policies and programs of the Government of Canada. Central Mortgage and Housing Corporation seeks to ensure, through its own programs as well as by incentives to the housing industry, that Canadians have greater access to adequate, safe and reasonably priced new or rehabilitated housing. The Canadian Habitat Secretariat is responsible for hosting, on behalf of Canada, the United Nations Conference on Human Settlements scheduled to take place in

1976-77	\$438,176,000
	 1,327

Vancouver in May and June of 1976, and for ensuring substantive input by Canada into the deliberations of the Conference.

The increase of \$111.4 million in the Main Estimates for 1976-77 over those for 1975-76 is mainly due to increased housing grants, contributions and subsidies (\$70.4 million) and infrastructure (Neighbourhood Improvement and Sewage Treatment programs) grants, contributions and subsidies (\$36.1 million).

Affaires urbaines

Le ministre des Affaires urbaines est responsable du Département d'État pour les Affaires urbaines et des organismes y afférents (la Société centrale d'hypothèques et de logement, la Commission de la capitale nationale et le Secrétariat canadien pour Habitat). Le ministère s'occupe de l'élaboration de la politique d'urbanisme et de voir à ce qu'elle soit conforme aux autres politiques et aux programmes du gouvernement. La Société centrale d'hypothèques et de logement, par ses propres programmes et par des stimulants à l'industrie du

logement, tente de voir à ce que les Canadiens aient un meilleur accès à des logements neufs ou rénovés qui sont adéquats, sûrs et à prix raisonnable. Le Secrétariat canadien pour Habitat sera l'hôte, de la part du Canada, pour la Conférence des Nations Unies sur les peuplements humains qui aura lieu à Vancouver en mai et en juin 1976, et contribuera de façon substantielle à la Conférence.

La hausse de \$111.4 millions des dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses de 1976-77, par rapport à celles de 1975-76, est surtout due à l'augmentation des subventions, des subsides et des contributions pour le logement (\$70.4 millions) et pour l'infrastructure (programmes d'amélioration des quartiers et de traitement des eaux-vannes, \$36.1 millions).

Veterans Affairs

The Department of Veterans Affairs provides the following programs for eligible veterans and their dependants: income support payments (war veterans' allowances); service-related death and disability pensions based on war injuries; medical treatment and nursing care; and assistance to veterans in housing or in settlement as farmers, fishermen etc.

1976-77	\$771,299,000
	 8,455

The Main Estimates for 1976-77 are \$87.5 million higher than the Main Estimates for the previous year. The reasons for this increase are the quarterly indexing of war veterans' allowances and the annual indexing of disability pensions, both in accordance with the increase in the cost of living, and the increased cost of providing treatment in departmental or non-departmental hospital facilities.

Anciens combattants

Le ministère des Affaires des anciens combattants fournit aux anciens combattants éligibles et à leurs dépendants des paiements de soutien (allocations des anciens combattants), des pensions au titre d'un décès ou d'une invalidité lié au service militaire, des traitements médicaux et des soins infirmiers, et de l'aide pour le logement ou pour s'établir comme cultivateurs, pêcheurs, etc.

Les dépenses estimatives dans le Budget principal des dépenses pour 1976-77 sont de \$87.5 millions supérieures à celles de l'année précédente, à cause de l'indexation trimestrielle des allocations des anciens combattants, de l'indexation annuelle des pensions d'invalidité, en

fonction du coût de la vie dans les deux cas, et du coût plus élevé des traitements dans les hôpitaux du ministère et dans d'autres établissements.

Part 2—Why? Expenditures by Function

Table 1 below shows the distribution by function of the 19.3 per cent increase in Main Estimates from 1975-76 to 1976-77.

A 10-year View

Table 2 (page 38) shows the changes in the percentage distribution of budgetary expenditures by function over the decade 1966-67 to 1976-77, comparing total expenditures in the earlier year with Main Estimates in the later year. During this period, budgetary expenditures increased from \$9.8 billion in 1966-67 to an estimated \$38.4 billion for 1976-77, yielding an average compound rate of growth of 14.5 per cent.

The table illustrates certain major shifts.

- The share taken by Defence expenditures has been halved. In 1966-67, Defence accounted for 20.8 per cent of the expenditures,

and in 1976-77 for only 10.8 per cent (compound rate of growth of 7.4 per cent).

- Health and Welfare expenditures have increased by 8.5 percentage points from 26.7 per cent in 1966-67 to 35.2 per cent in the 1976-77 fiscal year (compound rate of growth of 17.9 per cent).
- The share of Public Debt charges has remained virtually unchanged at about 12 per cent of the total expenditures (compound rate of growth of 14.6 per cent).
- Fiscal Transfer Payments to the Provinces have increased by 2.1 percentage points from 1966-67 to 1976-77 (compound rate of growth of 18.7 per cent).
- The share of the Transportation and Communications function was reduced by 2.2 percentage points over the decade 1966-67 to

Partie 2—Pourquoi? Dépenses par fonction

Le tableau ci-dessous résume la répartition par fonction de la hausse de 19.3 pour cent, du Budget principal des dépenses de 1975-76 à celui de 1976-77.

Les 10 dernières années

Le tableau 2 (page 38) montre les variations de la répartition procentuelle des dépenses budgétaires, par fonction, pour la décennie allant de 1966-67 à 1976-77 et compare les dépenses totales en 1966-67 au Budget principal des dépenses de 1976-77. Au cours de cette période, les dépenses budgétaires ont augmenté de \$9.8 milliards en 1966-67 à \$38.4 milliards (dépenses estimatives) en 1976-77, soit un taux de croissance composé moyen de 14.5 pour cent.

Ce tableau illustre certains changements majeurs.

- La part des dépenses pour la défense a été coupée de moitié,

soit de 20.8 pour cent en 1966-67 à 10.8 pour cent en 1976-77 (taux de croissance composé de 7.4 pour cent).

- La part des dépenses pour la santé et le bien-être a augmenté de 8.5 points procentuels, soit de 26.7 pour cent en 1966-67 à 35.2 pour cent pour l'année financière 1976-77 (taux de croissance composé de 17.9 pour cent).
- La part des coûts pour la dette publique est demeurée pratiquement constante, à 12 pour cent des dépenses totales (taux de croissance composé de 14.6 pour cent).
- La part des paiements de transfert aux provinces a augmenté de 2.1 points procentuels de 1966-67 à 1976-77 (taux de croissance composé de 18.7 pour cent).

Table 1—Budgetary Increases by Function

	Main Estimates 1976-77	Budget principal des dépenses 1975-76 (\$ millions)	Main Estimates 1976-77	Budget principal des dépenses 1975-76 (\$ millions)	Increase	Augmen- tation	Distribution of the 19.3 percentage point Increase	Répartition de la hausse de 19.3 points procentuels
Health and Welfare/Santé et Bien-être	13,517	11,139	2,378				7.4	
Economic Development and Support/Expansion et soutien économiques	5,317	4,657	660				2.0	
Public Debt/Dette publique	4,650	3,575	1,075				3.3	
Defence/Défense	4,147	3,486	661				2.1	
Fiscal Transfers Payments/Transferts fiscaux de Paiements	2,851	2,625	226				.7	
Transportation and Communications/Transport et Communications	2,617	2,080	537				1.7	
General Government Services/Services généraux du gouvernement	1,703	1,414	289				.9	
Internal Overhead Expenses/Frais généraux internes	1,334	1,172	162				.5	
Culture and Recreation/Culture et loisirs	789	690	99				.3	
Foreign Affairs/Affaires extérieures	753	701	52				.2	
Education Assistance/Aide à l'éducation	740	673	67				.2	
Total	38,417	32,211	6,206				19.3	

Tableau 1—Augmentations budgétaires par fonction

1976-77 (compound rate of growth of 11.5 per cent).

- The Education Assistance function more than doubled its share of total expenditures, from .9 to 1.9 per cent (compound rate of growth of 23.5 per cent).

Some more moderate changes have been:

- a 1.7 percentage point increase in Economic Development and Support;
- moderate reduction of .2 and .5 percentage points respectively in the General Government Services and Internal Overhead Expenses categories;
- a reduction of about one-third of one percentage point in Foreign Affairs expenditures.

Expenditures on Culture and Recreation remained unchanged.

The following pages provide more detailed information on the levels of expenditures by function, and a breakdown of the components.

- La part de la fonction transports et communications a diminué de 2.2 points procentuels de 1966-67 à 1976-77 (taux de croissance composé de 11.5 pour cent).

- La part de la fonction aide à l'éducation a plus que doublé, passant de .9 à 1.9 pour cent (taux de croissance composé de 23.5 pour cent).

Il y a eu des changements moins importants, dont les suivants:

- une augmentation de 1.7 point procentuel de la part de la fonction expansion et soutien économiques;
- une réduction modérée de .2 et .5 point procentuel de la part des services généraux du gouvernement et des frais généraux du gouvernement;
- une réduction d'environ un tiers de un point procentuel de la part des dépenses pour les affaires extérieures.

Les dépenses pour la fonction culture et loisirs n'ont pas changé.

Les pages qui suivent donnent plus de détails sur les niveaux de dépense, par fonction, et présentent les composantes de chacune.

**Table 2—Expenditures by Function—
Percentage of Total**

**1966-67 Expenditures
Dépenses en 1966-67**

\$9,791,000,000

- (1) Health and Welfare* / Santé et bien-être
- (2) Economic Development and Support / Expansion et soutien économiques
- (3) Public Debt / Dette publique
- (4) Defence / Défense
- (5) Fiscal Transfers to Provinces / Paiements de transfert aux provinces
- (6) Transportation and Communications / Transports et communications
- (7) General Government Services / Services généraux du gouvernement
- (8) Internal Overhead Expenses / Frais généraux du gouvernement
- (9) Culture and Recreation / Culture et loisirs
- (10) Foreign Affairs / Affaires extérieures
- (11) Education Assistance / Aide à l'éducation

(1) **26.7**

(2) **12.1**

(3) **12.2**

(4) **20.8**

(5) **5.3**

(6) **9.0**

(7) **4.6**

(8) **4.0**

(9) **2.1**

(10) **2.3**

(11) **.9**

**Tableau 2—Dépenses par fonction,
en pourcentage du total**

**1976-77 Main Estimates
Budget principal des
dépenses 1976-77**

\$38,417,000,000

- (1) Health and Welfare / Santé et bien-être
- (2) Economic Development and Support / Expansion et soutien économiques
- (3) Public Debt / Dette publique
- (4) Defence / Défense
- (5) Fiscal Transfers to Provinces / Paiements de transfert aux provinces
- (6) Transportation and Communications / Transports et communications
- (7) General Government Services / Services généraux du gouvernement
- (8) Internal Overhead Expenses / Frais généraux du gouvernement
- (9) Culture and Recreation / Culture et loisirs
- (10) Foreign Affairs / Affaires extérieures
- (11) Education Assistance / Aide à l'éducation

(1) **35.2**

(2) **13.8**

(3) **12.1**

(4) **10.8**

(5) **7.4**

(6) **6.8**

(7) **4.4**

(8) **3.5**

(9) **2.1**

(10) **2.0**

(11) **1.9**

* Source: Public Accounts (Adjusted to include OAS-GIS Payments)

* Source: comptes publics (ajustés pour inclure les paiements de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti)

1976-77 Budgetary Estimates by Function

Health and Welfare \$13,516,600,000	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
<ul style="list-style-type: none"> \$2,378 million (21.3%) over 1975-76 Main Estimates* 1975-76 Main Estimates were 14.8 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates* 	<i>Income Maintenance</i> <ul style="list-style-type: none"> Old Age Security – Guaranteed Income Supplement Family Allowances Government's contribution to the Unemployment Insurance Account 	4,506 2,013 1,701 <u>8,220</u>	3,969 2,007 891 <u>6,867</u>
	<i>Health</i> <ul style="list-style-type: none"> Public health programs Medical care Hospital care Other health care 	77 1,044 2,065 51 <u>3,237</u>	61 949 1,546 45 <u>2,601</u>
	<i>Social Assistance</i> <ul style="list-style-type: none"> Canada Assistance Plan and related items Aid to handicapped Other social assistance 	945 25 86 <u>1,056</u>	766 16 72 <u>854</u>
	<i>Indians and Eskimos</i> <i>Housing and Urban Renewal</i> <i>Other Health and Welfare</i>	605 385 14 <u>13,517</u>	520 286 11 <u>11,139</u>
*The previous year's Main Estimates have been adjusted to include OAS-GIS payments			

Estimations budgétaires par fonction pour 1976-77

Santé et bien-être \$13,516,600,000	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-77 1975-76 (en millions de \$)	
<ul style="list-style-type: none"> hausse de \$2,378 millions (21.3%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76* le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 14.8 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<i>Soutien du revenu</i> <ul style="list-style-type: none"> Sécurité de la vieillesse – supplément du revenu garanti Allocations familiales Contribution du gouvernement à la Caisse d'assurance-chômage 	4,506 2,013 1,701 <u>8,220</u>	3,969 2,007 891 <u>6,867</u>
	<i>Santé</i> <ul style="list-style-type: none"> Programmes de santé publique Soins médicaux Soins hospitaliers Autres soins 	77 1,044 2,065 51 <u>3,237</u>	61 949 1,546 45 <u>2,601</u>
	<i>Assistance sociale</i> <ul style="list-style-type: none"> Régime d'assistance publique du Canada et autres éléments y afférents Aide aux handicapés Autres éléments d'assistance 	945 25 86 <u>1,056</u>	766 16 72 <u>854</u>
	<i>Indiens et Esquimaux</i> <i>Logement et rénovation urbaine</i> <i>Autres</i>	605 385 14 <u>13,517</u>	520 286 11 <u>11,139</u>
*Le Budget principal des dépenses pour 1975-76 a été ajusté pour inclure les paiements de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti			

Economic Development and Support	Components	Main Estimates	
		1976-77	1975-76
		(\$ millions)	
\$5,316,700,000			
	Primary Industry		
• \$660 million (14.2%) over 1975-76 Main Estimates	• Agriculture	862	671
	• Fisheries, forestry and water resources	392	319
	• Minerals	58	52
	• Energy	120	120
	• Other primary industries	33	27
		1,465	1,189
• 1975-76 Main Estimates were 74.3 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates	Secondary Industry	231	217
	Service Industry	24	25
	Foreign Trade	38	36
	Labour Force		
	• Working conditions	22	19
	• Training	530	486
	• Immigration	58	52
	• Other labour	311	284
		921	841
	General Research		
	• Social science research	188	130
	• Physical science research	280	198
		468	328
	Regional Development	590	565
	Other Economic Development and Support		
		1,580	1,456
		<u>5,317</u>	<u>4,657</u>

Expansion et soutien économiques	Composantes	Budget principal des dépenses	
		1976-77	1975-76
		(en millions de \$)	
\$5,316,700,000	Industrie primaire		
	• Agriculture	862	671
	• Pêches, forêts et ressources hydrauliques	392	319
	• Minéraux	58	52
	• Énergie	120	120
	• Autres industries primaires	33	27
		1,465	1,189
	Industrie secondaire	231	217
	Industrie tertiaire	24	25
	Commerce extérieur	38	36
	Main-d'œuvre		
	• Conditions de travail	22	19
	• Formation	530	486
	• Immigration	58	52
	• Autres programmes de main-d'œuvre	311	284
		921	841
	Recherche générale		
	• Recherches en sciences sociales	188	130
	• Recherches en sciences physiques	280	198
		468	328
	Développement régional	590	565
	Autres programmes d'expansion et de soutien économiques	1,580	1,456
		5,317	4,657

Public Debt	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
\$4,650,000,000			
<ul style="list-style-type: none">\$1,075 million (30.1%) over 1975-76 Main Estimates1975-76 Main Estimates were 22.2 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates	<i>Interest and Amortization Cost of Servicing and Issuing</i>	4,641 <u>9</u> <u>4,650</u>	3,568 <u>7</u> <u>3,575</u>

Dette publique	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-771975-76 (en millions de \$)	
\$4,650,000,000			
<ul style="list-style-type: none">hausse de \$1,075 millions (30.1%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 22.2 pour cent supérieur à celui pour 1974-75	<i>Intérêt et amortissement</i> <i>Frais de service et d'émission</i>	4,641 9 <u>4,650</u>	3,568 7 <u>3,575</u>

Defence		Main Estimates	
\$4,146,600,000	Components	1976-77	1975-76
		(\$ millions)	
<ul style="list-style-type: none"> \$661 million (19%) over 1975-76 Main Estimates 1975-76 Main Estimates were 17.7 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>Defence</i>	3,376	2,802
	<i>Veterans Benefits</i>	771	684
		<u>4,147</u>	<u>3,486</u>

Défense		Budget principal des dépenses	
\$4,146,600,000	Composantes	1976-77	1975-76
		(en millions de \$)	
<ul style="list-style-type: none"> hausse de \$661 millions (19.0%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 17.7 pour cent supérieur pour 1974-75 	<i>Défense</i>	3,376	2,802
	<i>Prestations aux anciens combattants</i>	771	684
		<u>4,147</u>	<u>3,486</u>

Fiscal Transfer Payments		Main Estimates	
\$2,851,100,000	Components	1976-77	1975-76
		(\$ millions)	
<ul style="list-style-type: none"> \$226 million (8.6%) over 1975-76 Main Estimates 1975-76 Main Estimates were 42.7 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>Subsidies to Provincial Governments under the BNA Act</i>	34	34
	<i>Revenue Equalization Payments</i>	2,571	2,400
	<i>Other Fiscal Transfer Payments</i>	246	191
		<u>2,851</u>	<u>2,625</u>

Paiements de transfert fiscal		Budget principal des dépenses	
\$2,851,100,000	Composantes	1976-77	1975-76
		(en millions de \$)	
<ul style="list-style-type: none"> hausse de \$226 millions (8.6%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 42.7 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<i>Subventions aux gouvernements provinciaux en vertu de l'Acte de l'ANB</i>	34	34
	<i>Paiements de péréquation</i>	2,571	2,400
	<i>Autres paiements de transfert</i>	246	191
		<u>2,851</u>	<u>2,625</u>

Transportation and Communications		Main Estimates	
\$2,617,400,000	Components	1976-77	1975-76
		(\$ millions)	
<ul style="list-style-type: none"> \$537 million (25.8%) over 1975-76 Main Estimates 1975-76 Main Estimates were 27.1 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>Air Transport</i>	389	320
	<i>Water Transport</i>	331	255
	<i>Rail Transport</i>	301	211
	<i>Road Transport</i>	33	50
	<i>Postal Services</i>	1,123	892
	<i>Telecommunications</i>	54	55
	<i>Other Transportation and Communications</i>	386	297
		<u>2,617</u>	<u>2,080</u>

Transports et communications		Budget principal des dépenses	
\$2,617,400,000	Composantes	1976-77	1975-76
		(en millions de \$)	
<ul style="list-style-type: none"> hausse de \$537 millions (25.8%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 27.1 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<i>Transport aérien</i>	389	320
	<i>Transport maritime</i>	331	255
	<i>Transport ferroviaire</i>	301	211
	<i>Transport routier</i>	33	50
	<i>Services postaux</i>	1,123	892
	<i>Télécommunications</i>	54	55
	<i>Autres transports et communications</i>	386	297
		<u>2,617</u>	<u>2,080</u>

General Government Services	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
\$1,703,100,000			
<ul style="list-style-type: none"> • \$289 million (20.4%) over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates were 30 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>Legislation and Administration</i> <ul style="list-style-type: none"> • Legislative • Executive • Collection of taxes • National Capital Region • Other <i>Protection of Persons and Property</i> <ul style="list-style-type: none"> • Justice • Correctional Services • Police protection • Consumer Services • Other 	86 67 460 53 211 877 39 279 431 69 8 826 1,703	72 62 390 41 167 732 28 242 339 65 8 682 1,414

Services généraux du gouvernement	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-77 1975-76 (en millions de \$)	
\$1,703,100,000			
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de \$289 millions (20.4%), par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-1976 • le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 30 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<i>Services législatifs et administration</i> <ul style="list-style-type: none"> • Législatif • Exécutif • Perception des impôts • Région de la capitale nationale • Autres <i>Protection des personnes et de la propriété</i> <ul style="list-style-type: none"> • Justice • Services correctionnels • Protection par les forces policières • Services aux consommateurs • Autres 	86 67 460 53 211 877 39 279 431 69 8 826 1,703	72 62 390 41 167 732 28 242 339 65 8 682 1,414

Internal Overhead Expenses	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
\$1,334,100,000			
<ul style="list-style-type: none"> • \$162 million (13.8%) over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates were 18.9 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>Government Support Services</i> <i>Contributions to Employee Pensions and Medical Plans</i> <i>Contingencies Vote</i>	1,059 135 140 1,334	948 104 120 1,172

Frais généraux Internes	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-77 1975-76 (en millions de \$)	
\$1,334,100,000			
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de \$162 millions (13.8%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-1976 • le Budget principal des dépenses pour 1975-1976 est de 18.9 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<i>Services de soutien gouvernementaux</i> <i>Cotisations du gouvernement aux régimes de pensions et de soins médicaux des fonctionnaires</i> <i>Crédit pour éventualités</i>	1,059 135 140 1,334	948 104 120 1,172

Culture and Recreation \$788,700,000	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
<ul style="list-style-type: none"> • \$99 million (14.3%) over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates were 25.5 per cent greater than the 1975-76 Main Estimates 	<i>Archives, Galleries, Theatres etc.</i>	70	61
	<i>Parks, Historic Sites and Other Recreational Areas</i>	141	132
	<i>Film, Radio and Television</i>	454	384
	<i>Other Culture and Recreation</i>	124	113
		<u>789</u>	<u>690</u>

Culture et loisirs \$788,700,000	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-77 1975-76 (en millions de \$)	
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de \$99 millions (14.3%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-1976 • le Budget principal des dépenses pour 1975-1976 est de 25.5 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<i>Archives, galeries, théâtre, etc.</i>	70	61
	<i>Parcs, lieux historiques et autres sites de loisirs</i>	141	132
	<i>Film, radio et télévision</i>	454	384
	<i>Autres programmes culturels et de loisirs</i>	124	113
		<u>789</u>	<u>690</u>

Foreign Affairs \$752,600,000	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
<ul style="list-style-type: none"> • \$52 million (7.4%) over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates were 38.3 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>External Relations</i>	195	161
	• Diplomatic relations	47	36
	• Contributions to international organizations	242	197
	<i>Assistance to Developing Countries</i>	511	504
	• CIDA	<u>753</u>	<u>701</u>

Affaires étrangères \$752,600,000	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-77 1975-76 (en millions de \$)	
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de \$52 millions (7.4%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses pour 1975-76 est de 38.3 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<i>Relations avec l'étranger</i>	195	161
	• Relations diplomatiques	47	36
	• Contributions aux organisations internationales	242	197
	<i>Aide aux pays en voie de développement</i>	511	504
	• ACDI	<u>753</u>	<u>701</u>

Education Assistance	Components	Main Estimates 1976-77 1975-76 (\$ millions)	
\$740,100,000			
<ul style="list-style-type: none"> \$67 million (10%) over 1975-76 Main Estimates 1975-76 Main Estimates were 12.4 per cent greater than the 1974-75 Main Estimates 	<i>Post-Secondary Education Support</i>	539	512
	<i>Other Education Assistance</i>	201 <u>740</u>	161 <u>673</u>

Alde à l'éducation	Composantes	Budget principal des dépenses 1976-77 1975-76 (en millions de \$)	
\$740,100,000			
<ul style="list-style-type: none"> hausse de \$67 millions (10%) par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-1976 le budget principal des dépenses pour 1975-1976 est de 12.4 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<i>Enseignement post-secondaire</i>	539	512
	<i>Autre aide à l'éducation</i>	201 <u>740</u>	161 <u>673</u>

Part 3—On What? Objects of Expenditure

This section explains the distribution of the 1976-77 budgetary estimates in terms of the 13 standard objects of expenditure the government has used for some years. These objects are listed in the accompanying table.

In the pages that follow, the major components of each of the objects of expenditure are specified in order to clarify frequent misconceptions about their contents.

Partie 3— Sous quelle forme? Articles de dépense

Dans cette section, on explique la répartition des estimations budgétaires pour 1976-77 en fonction des 13 articles de dépense que le gouvernement utilise depuis plusieurs années. Ils sont énumérés au tableau ci-joint.

Les détails dans les pages qui suivent permettront au lecteur de se familiariser avec les principales composantes des articles de dépense et de corriger certaines fausses impressions à leur sujet.

**Table 1—1976-1977 Estimated
Budgetary Expenditures
By Object of Expenditure**

**Tableau 1—Dépenses budgétaires
estimatives pour 1976-77,
par article de dépense**

	\$ millions	%
(1) Salaries and Wages;/Salaire, traitements; Other Personnel Costs;/Autres rémunérations	5,728 1,155	14.9 3.0
(2) Transportation and Communications/ Transports et communications	631	1.7
(3) Information	104	.3
(4) Professional and Special Services/ Services professionnels et spéciaux	1,163	3.0
(5) Rentals/Location	332	.9
(6) Purchased Repair and Upkeep/ Achat de services de réparation et d'entretien	360	.9
(7) Utilities, Materials and Supplies/ Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	841	2.2
(8) Construction and Acquisition of Land, Buildings and Equipment/ Construction et acquisition de terrains, bâtiments et matériel	800	2.1
(9) Construction and Acquisition of Machinery and Equipment/ Construction et acquisition de machines et de matériel	700	1.8
(10) Grants, Contributions and Other Transfer Payments/ Subventions, contributions et autres paiements de transfert	21,409	55.7
(11) Public Dept Charges;/Frais de service de la dette publique	4,650	12.1
(12) All Other Expenditures;/Toutes autres dépenses	1,470	3.8
Total Standard Objects/Total des articles courants	39,343	102.4
(13) Less: Receipts and Revenues credited to Votes/ Moins: produits et recettes à valoir sur les crédits	(926)	(2.4)
Net Total/Total net	38,417	100.0

Salaries, Wages and Other Personnel Costs	Major Components
\$6,882,920,000	
<ul style="list-style-type: none"> • 20.3 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 19.3 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Salaries and wages for civilian and military • Special allowances for civilian and military personnel • Contributions to employee superannuation accounts, pension funds and other fringe benefits for: <ul style="list-style-type: none"> –Public Service –Canadian Forces –RCMP

Salaires, traitements et autres rémunérations	Principales composantes
\$6,882,920,000	
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 20.3 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 19.3 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Salaires et traitements pour les civils et les militaires • Allocations spéciales pour les civils et militaires • Contributions aux comptes de pension de la Fonction publique, à d'autres fonds de pension pour les employés et à d'autres bénéfices marginaux <ul style="list-style-type: none"> –la Fonction publique –les Forces canadiennes –la Gendarmerie royale

Transportation and Communications	Major Components
\$630,954,000	
<ul style="list-style-type: none"> • 20.0 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 16.8 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Cost of transporting goods • Cost of transporting mail by the Post Office • Telephone, telegraph, postal and all other communications services • Travel and removal costs for civilian and military personnel; travel expenses and allowances for judges, senators and members of the House of Commons; other travel

Transport et communications	Principales composantes
\$630,954,000	
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 20 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-1976 • le Budget principal des dépenses de 1975-1976 pour cet article de dépense était de 16.8 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<ul style="list-style-type: none"> • Coût du transport des biens • Coût du transport par les Postes des biens • Téléphone, télégraphe, services postaux et autres services de communication • Frais de voyage et de déménagement pour les civils et les militaires; frais de voyage pour les juges, les sénateurs et les membres de la Chambre des communes; autres voyages

Information	Major Components
\$104,128,000	
<ul style="list-style-type: none"> • 24.7 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 22 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Publicity and advertising • Departmental publications • Hansard and other parliamentary papers

Information	Principales composantes
\$104,128,000	
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 24.7 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-1976 • le Budget principal des dépenses de 1975-1976 pour cet article de dépense était de 22 pour cent supérieur à celui pour 1974-1975 	<ul style="list-style-type: none"> • Publicité • Publications ministérielles • Hansard et autres documents parlementaires

Professional and Special Services	Major Components
\$1,162,539,000	
	%
<ul style="list-style-type: none"> • 18.3 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 26.2 per cent over those of 1974-75 <p>(Approximate percentage distribution based on actual 1974-75 expenditures is included for this object because of numerous questions in previous years)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Services obtained from outside the federal government or from internal special units required to recover their costs, including: <ul style="list-style-type: none"> –Accounting services .4 –Legal services .9 –Engineering services 5.3 –Scientific services 2.6 –Provincial educational services and manpower training 38.6 –Medical services 6.2 –Security services 4.4 –Cleaning services 2.7 –Management consulting services 7.6 –Data processing services 2.8 –Other 28.5 <p style="text-align: right;">100.0</p>

Services professionnels et spéciaux	Principales composantes
\$1,162,539,000	
	%
<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 18.3 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 26.2 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 <p>(On a inclu la répartition approximative, en pourcentage, pour cet article à cause des nombreuses questions posées au cours des années précédentes. La répartition est basée sur les dépenses réelles en 1974-75.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Services obtenus de l'extérieur du gouvernement fédéral ou d'unités internes spéciales qui doivent recouvrer leurs coûts, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Services de comptables. 4 –Services d'avocats .9 –Services d'ingénieurs 5.3 –Services scientifiques 2.6 –Services d'éducation achetés des provinces et formation de la main-d'œuvre 38.6 –Services médicaux 6.2 –Services de sécurité 4.4 –Services de nettoyage 2.7 –Services de consultants en gestion 7.6 –Services d'informatique 2.8 –Autres 28.5 <p style="text-align: right;">100.0</p>

Rentals \$332,052,000	Major Components	Location \$332,052,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 34.6 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 6.5 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Rental of: <ul style="list-style-type: none"> –Land –Buildings –Works –Machinery and equipment –Aircraft –Ships –Motor vehicles –Computers –Office machinery and equipment 	<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 34.6 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 6.5 pour cent supérieur à celui de 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Location de <ul style="list-style-type: none"> –terrain –édifices –travaux –machines et matériel –aéronefs –navires –véhicules à moteur –ordinateurs –machines et matériel de bureau

Purchased Repair and Upkeep \$360,407,000	Major Components	Achat de services de réparation et d'entretien \$360,407,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 41.2 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 10.2 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Purchased repairs of buildings and works from an outside source, including: <ul style="list-style-type: none"> –Marine construction repairs –Roadways, parking lots and runways –Schools, hospitals and other institutional buildings • Purchased repair of equipment from an outside source, including: <ul style="list-style-type: none"> –Electrical equipment –Communication and related equipment –Furniture and office equipment –Computers –Ships and boats –Aircraft –Road vehicles 	<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 41.2 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 10.2 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Achat de services de réparation d'édifices et de travaux, de sources extérieures, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Réparation de constructions navales –Routes, terrains de stationnement et pistes d'envol –Écoles, hôpitaux et autres édifices pour institutions • Achat de service de réparation de matériel, de sources extérieures, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Matériel électrique –Matériel de communication et matériel connexe –Meubles et matériel de bureau –Ordinateurs –Navires et bateaux –Aéronefs –Véhicules routiers

Utilities, Materials and Supplies \$840,654,000	Major Components	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements \$840,654,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 23 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 26.4 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Public utility services (electricity, gas etc.) • Materials and supplies, including: <ul style="list-style-type: none"> –Food –Petroleum and coal products –Stationery and office supplies –Clothing –Hospital and medical supplies –Laboratory and scientific supplies –Books and publications 	<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 23 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 26.4 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Services d'utilité publique (électricité, gaz, etc.) • Matériel et fournitures, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Produits alimentaires –Produits pétroliers et houilliers –Papeterie et fournitures de bureau –Vêtements –Fournitures médicales et pour les hôpitaux –Fournitures scientifiques et de laboratoire –Livres et autres publications

Construction and Acquisition of Land, Buildings and Equipment \$800,309,000	Major Components	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et matériel \$800,309,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 8.6 per cent decrease over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 42.1 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition of land • Acquisition or construction of works, including: <ul style="list-style-type: none"> –Marine construction –Roadways, parking lots and runways –Water, sewage, dams, and irrigation works –Park systems, landscaping and sodding • Acquisition or construction of administrative buildings • Acquisition or construction of operative buildings, including: <ul style="list-style-type: none"> –Factories, plants, workshops and warehouses –Schools, hospitals and other institutional buildings • Acquisition or construction of residential buildings 	<ul style="list-style-type: none"> • baisse de 8.6 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 42.1 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition de terrains • Acquisitions ou constructions, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Constructions navales –Routes, terrains de stationnement et pistes d'envol –Travaux hydrauliques, de barrages, d'égouts et d'irrigation –Systèmes de parcs, paysagisme et gazonnement • Acquisition ou construction d'édifices d'administration • Acquisition ou construction d'édifices de fonctionnement, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Usines, ateliers et entrepôts –Écoles, hôpitaux et autres édifices pour institutions • Acquisition ou construction d'édifices résidentiels

Construction and Acquisition of Machinery and Equipment \$700,434,000	Major Components <ul style="list-style-type: none"> • Machinery and equipment, including: <ul style="list-style-type: none"> –Industrial and material handling equipment –Communication and related equipment –Electrical equipment –Furniture and fixtures –Office machinery and equipment • Computers • Aircraft and ships • Motorized vehicles • Weapons and ammunitions for defence 	Construction et acquisition de machines et de matériel \$700,434,000	Principales composantes <ul style="list-style-type: none"> • Machines et matériel, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Matériel industriel et de manutention –Matériel de communication et matériel connexe –Matériel électrique –Meubles et appareils fixes –Machines et matériel de bureau • Ordinateurs • Aéronefs et navires • Véhicules motorisés • Armements et munitions de défense
<ul style="list-style-type: none"> • 28.2 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 26.8 per cent over those of 1974-75 		<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 28.2 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 26.8 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	

Grants, Contributions and Other Transfer Payments \$21,408,842,000	Major Components <ul style="list-style-type: none"> • Transfers to persons, including: <ul style="list-style-type: none"> –Old Age Security –Family Allowances –War Veterans' Pensions and Allowances –Manpower Training Allowances • Subsidies, including: <ul style="list-style-type: none"> –Agricultural commodities stabilization payments –Feed freight assistance –Transportation subsidies –Other subsidies • Capital assistance, including: <ul style="list-style-type: none"> –Defence plants –Shipbuilding –Research in industry • Transfers to provinces, territories and municipalities, including: <ul style="list-style-type: none"> –Statutory grants –Transfers under taxation agreements –Canada Assistance Plan –Medicare –Hospital Insurance plans –Post-secondary education payments –Grants in lieu of taxes –Loan forgiveness • Certain payments to international organizations and foreign countries 	Subventions, contributions et autres paiements de transfert \$21,408,842,000	Principales composantes <ul style="list-style-type: none"> • Transferts aux particuliers, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Sécurité de la vieillesse –Allocations familiales –Allocations et pensions des anciens combattants –Allocations de formation de la main-d'œuvre • Subventions <ul style="list-style-type: none"> –Paiement de stabilisation des denrées agricoles –Aide au transport des provendes –Subventions au transport –Autres subventions • Subventions de capital, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Usines de défense –Construction navale –Recherche industrielle • Transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Subventions statutaires –Transferts en vertu d'accords fiscaux –Régime d'assistance publique du Canada –Soins médicaux –Régimes d'assurance-hospitalisation –Paiements pour l'éducation post-secondaire –Subventions au lieu de taxes • Certains paiements aux organismes internationaux et aux pays étrangers
<ul style="list-style-type: none"> • 17.4 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 29.6 per cent over those of 1974-75 		<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 17.4 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 29.6 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	

Public Debt \$4,650,000	Major Components	Dette publique \$4,650,000,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 30.1 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 22.2 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Interest on unmatured debt of Canada, including <ul style="list-style-type: none"> –Marketable securities –Canada Saving Bonds –Treasury Bills • Amortization of bond discounts, premiums and commissions • Cost of issuing and servicing loans 	<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 30.1 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • Le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 22.2 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêt sur la dette non échue du Canada, y compris <ul style="list-style-type: none"> –Valeurs négociables –Obligations d'épargne du Canada –Bons du Trésor • Amortissement des escomptes sur les bons, des primes et des commissions • Coûts d'émission et frais de service d'emprunts

All Other Expenditures \$1,469,858,000	Major Components	Toutes autres dépenses \$1,469,858,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 14.3 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Main Estimates for this object of expenditure were 25 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Payments to Crown corporations for operating deficits and other expenditures • Expenditures not otherwise provided for in other objects of expenditures 	<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 14.3 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 25 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements aux sociétés de la Couronne pour leurs déficits de fonctionnement et d'autres dépenses • Dépenses non prévues dans d'autres articles de dépenses

Receipts and Revenues Credited to Votes \$926,034,000	Major Components	Produits et recettes à valoir sur les crédits \$926,034,000	Principales composantes
<ul style="list-style-type: none"> • 14.3 per cent increase over 1975-76 Main Estimates • 1975-76 Estimates for this object of expenditure were 16 per cent over those of 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Return from financial investments • Return from royalties and leases • Proceeds from rental of buildings • Proceeds from sales of goods • Proceeds from services to the public 	<ul style="list-style-type: none"> • hausse de 14.3 pour cent par rapport au Budget principal des dépenses pour 1975-76 • le Budget principal des dépenses de 1975-76 pour cet article de dépense était de 16 pour cent supérieur à celui pour 1974-75 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus de placements financiers • Revenus des droits d'auteur et des baux • Rentrées de la location d'édifices • Rentrées des ventes de biens • Revenus de services publics

Chapter 5— Expenditure Perspective

In the decade from 1965 to 1974, the Canadian economy, measured in terms of the Gross National Product (GNP), grew from \$55.3 billion to \$140.9 billion in current dollar terms. This is a compound rate of increase of 10.9 per cent.

Since inflation has shrunk the value of money over time, the 1965 dollar cannot be compared with the 1974 dollar to measure real growth. For that purpose, a constant dollar measure is used.

Table 1 shows the growth of the GNP, in both current and constant (1971) dollars. In real terms, total expenditures of the Canadian economy increased from \$70 billion in 1965 to \$109 billion in 1974, a compound rate of increase of 5 per cent per year. The table also indicates that the spread between inflationary growth and real growth widened in the 1970s. By 1974 (the last full year for which figures are available), the real growth rate was 2.8 per cent. With inflation, the total Gross National Product growth rate was 17 per cent. In 1975 the inflationary trend continued, but real growth was about zero.

Canada's position is not unique; over the same period, other countries experienced much the same trends, as shown in Table 2. Some, like the United Kingdom and the United States experienced less real growth and slightly less inflation. Japan had about twice as high a rate of real growth as Canada, but also about twice as high a rate of inflation.

Concern has often been expressed about the extent to which governments

Chapitre 5— Les dépenses en perspective

Mesurée en termes du Produit national brut (PNB), l'économie canadienne est passée de \$55.3 milliards à \$140.9 milliards en dollars courants, soit un taux de croissance composé de 10.9 pour cent, au cours de la décennie allant de 1965 à 1975.

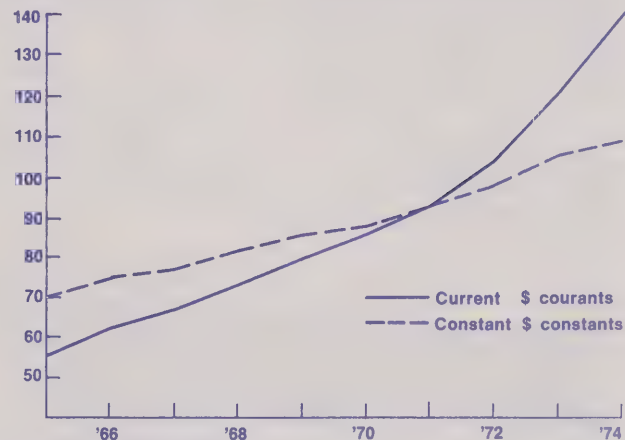
Puisque l'inflation réduit la valeur du dollar, on ne peut pas comparer celui de 1965 à celui de 1974 pour mesurer la croissance réelle. Il faut utiliser un dollar constant.

Le tableau 1 montre la croissance du PNB, en dollars courants et en dollars constants (de 1971). En termes réels, les dépenses totales sont passées de \$70 milliards en 1965 à \$109 milliards en 1974, à un taux de croissance composé de 5 pour cent par année. Le tableau montre aussi que l'écart entre la croissance inflationniste et la croissance réelle s'est accru au cours des années 70. En 1974, la dernière année complète pour laquelle on dispose de données, le taux de croissance réelle était de 2.8 pour cent. Avec l'inflation, la croissance totale du Produit national brut était de 17 pour cent. En 1975, la tendance inflationniste a continué, mais la croissance réelle a été à peu près nulle.

La situation du Canada n'est pas unique; au cours de la même période, d'autres pays ont connu des tendances semblables, comme le montre le tableau 2. Certains, comme le Royaume-Uni et les États-Unis, ont eu moins de croissance réelle et un peu moins d'inflation. Le Japon a eu un taux de croissance réelle environ deux fois plus élevé que celui du Canada, mais il a aussi eu un taux d'inflation environ deux fois plus élevé.

Table 1—Canada Gross National Product

\$ billions/
Milliards de \$

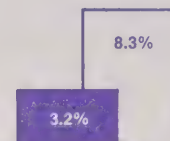


Source: Statistics Canada/Statistique Canada.

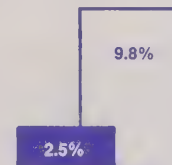
Table 2—Average Annual Rates of Growth in GNP—Current and Constant Values—1965 to 1974



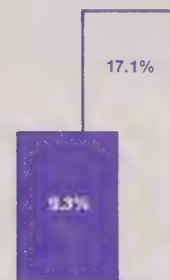
Canada



U.S.A./É.-U.



U.K./R.-U.



Japan/Japon

Source: OECD/OCDE

Tableau 1—Canada Produit national brut

Tableau 2—Taux de croissance annuels moyens du PNB—valeurs courantes et constantes—1965 à 1975

at all levels are increasing their share of the GNP. Table 3 charts total government expenditures and GNP. The three levels of governments in Canada were responsible for 39.1 per cent of all expenditures in 1974, compared with 29.9 per cent in 1965.

In Table 4, Canada's total government current expenditures as a percentage of GNP are compared with those of a sampling of other industrial countries.

Table 5 breaks down Canada's total expenditures by level of government. The transfer payments from one level of government to another are not included in order to avoid double-counting. It also identifies transfer payments to individuals, which, while part of the total, represent revenues collected for redistribution to individuals in the form of pensions and social assistance.

The federal government's expenditures, counting transfer payments to persons, were 12.9 per cent of GNP in 1965 and 16.1 per cent in 1974; that is, its share of GNP increased by an average of .29 percentage points per year. Excluding transfers to persons, the federal share was 8.7 per cent in 1965 and 9.9 per cent in 1974.

The total provincial share of GNP was 6.8 per cent in 1965 and 11.3 per cent in 1974, increasing at an average rate of .53 percentage points per year. Excluding transfers to persons, it was 5 per cent in 1965 and 8.3 per cent in 1974.

Local government expenditures over the same period grew from 8.1 per cent of GNP in 1965 to 8.3 per cent in 1974. Hospitals and pension plans went from 2.1 per cent in 1965 to 3.2 per cent in 1974.

Table 6 shows the growth within various components of the federal expenditures total in terms of the

On s'inquiète souvent de la part de tous les paliers de gouvernement dans le Produit national brut (PNB).

Le tableau 3 montre les dépenses gouvernementales totales et le PNB. Les trois niveaux de gouvernement étaient responsables de 39.1 pour cent des dépenses globales en 1974, comparativement à 29.9 pour cent en 1965.

Dans le tableau 4, on compare le pourcentage des dépenses gouvernementales courantes, par rapport au Produit national brut, à celui de certains autres pays industrialisés.

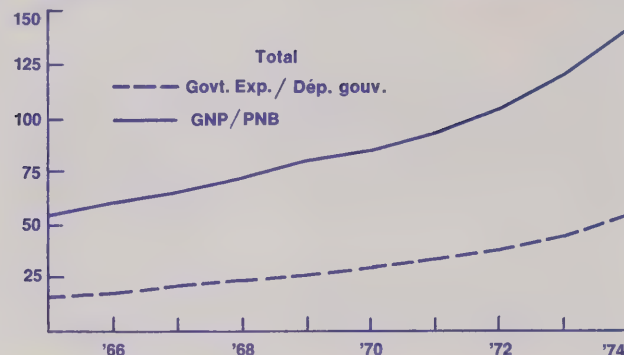
Dans le tableau 5, on décompose les dépenses totales du Canada par niveaux de gouvernement. Les paiements de transfert d'un niveau de gouvernement à un autre ne sont pas inclus afin d'éviter une double comptabilité. On présente les paiements de transfert aux individus, qui, bien qu'ils fassent partie du total, sont des revenus recueillis pour être redistribués à des particuliers sous forme de pensions et d'assistance sociale.

Les dépenses du gouvernement fédéral, y compris les paiements de transfert aux individus, représentaient 12.9 pour cent du PNB en 1965 et 16.1 pour cent en 1974. La part du gouvernement dans le PNB a donc augmenté en moyenne de .29 point procentuel par année. Si l'on exclut les paiements de transfert aux particuliers, la part fédérale était de 8.7 pour cent en 1965 et 9.9 pour cent en 1974.

La part provinciale totale dans le PNB était de 6.8 pour cent en 1965 et 11.3 pour cent en 1974, ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de .53 point procentuel par année. En excluant les paiements de transfert aux individus, la part provinciale était de 5 pour cent en 1965 et 8.3 pour cent en 1974.

Table 3—Canada: Total Government Expenditures and GNP

\$ billions / Milliards de \$

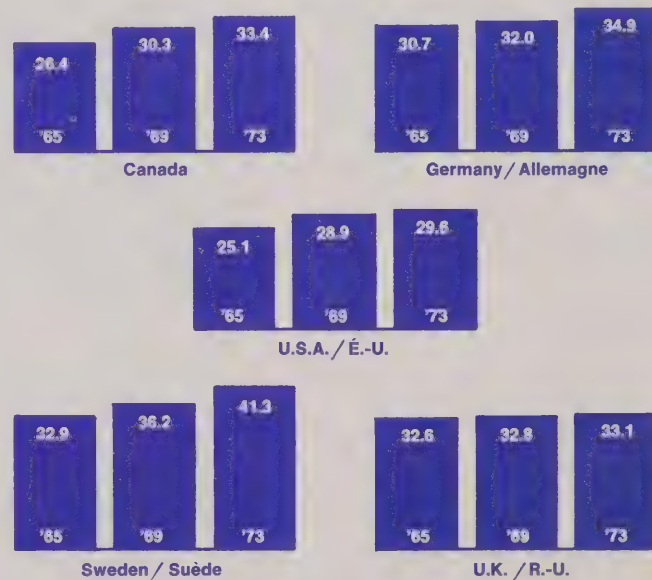


Source: Statistics Canada/ Statistique Canada.

Tableau 3—Canada: dépenses gouvernementales totales et PNB

Table 4—Selected Countries: Government Current Expenditures as a Percentage of GNP

Tableau 4—Certains pays: dépenses courantes du gouvernement en pourcentage du produit national brut



Source: OECD/OCDE

National Accounts. It shows that there has been relative stability in expenditures on goods and services* and gross capital formation, which together represent all the costs of government operations and projects. The cost of servicing the Public Debt has also remained relatively stable, whereas the costs of transfers to individuals and subsidies and capital assistance have shown a pronounced increase.

* This includes salaries and wages in terms of the National Accounts

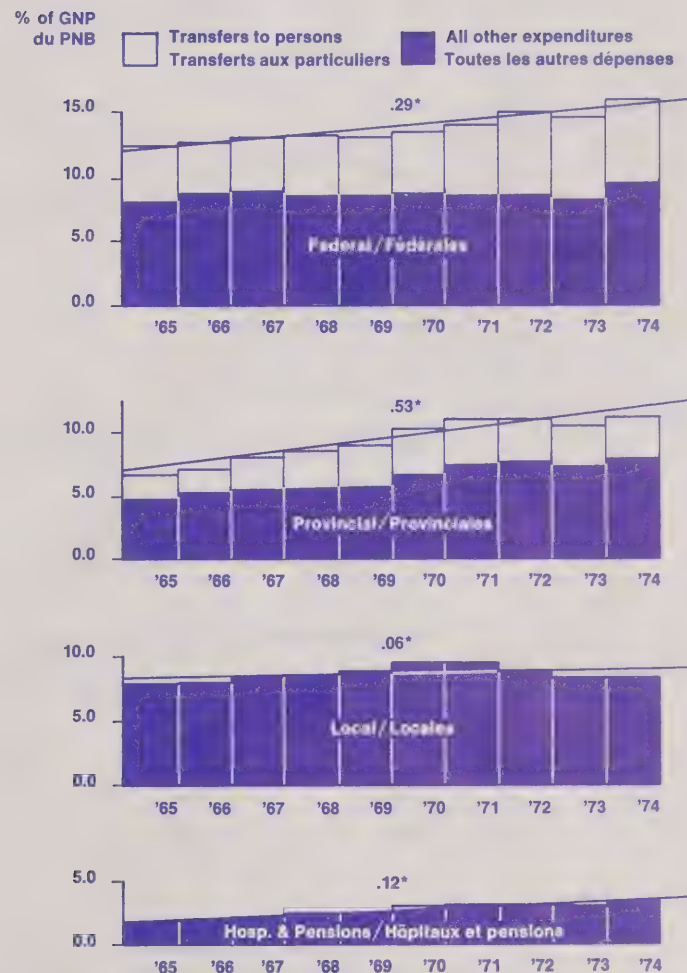
Les dépenses des gouvernements locaux, en pourcentage du PNB, sont passées de 8.1 pour cent en 1965 à 8.3 pour cent en 1974. Les dépenses pour les hôpitaux et les régimes de pensions sont passées de 2.1 pour cent en 1965 à 3.2 pour cent en 1974.

Dans le tableau 6, on précise la croissance de diverses composantes de la dépense fédérale globale, de nouveau sur la base des comptes nationaux. On voit qu'il y a eu une stabilité relative dans les dépenses pour les biens et services* et la formation brute de capital qui, pris ensemble, représentent le coût total des opérations et des projets du gouvernement. Les frais de service de la dette publique sont aussi relativement stables. Les coûts des transferts aux particuliers, des subventions et des subventions de capital augmentent de façon plus prononcée.

* Y compris les salaires et les traitements en termes des comptes nationaux

Table 5—Canada: Government Expenditures as a Percentage of Gross National Product By Level of Government 1965 to 1975

Tableau 5—Canada—dépenses gouvernementales en pourcentage du produit national brut de 1965 à 1975, par niveau de gouvernement

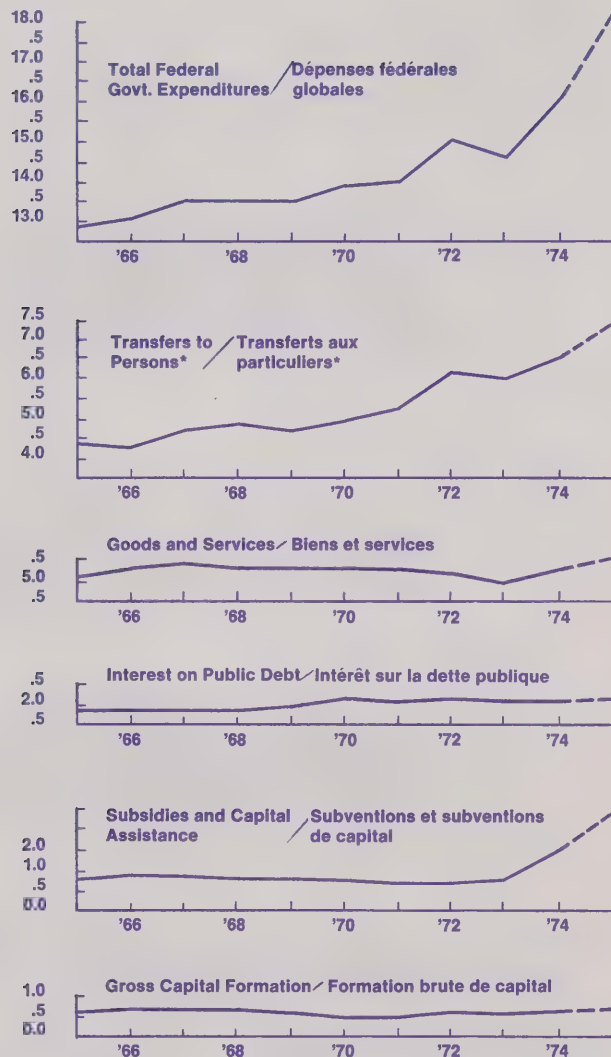


* Measure of trend, expressed as an average annual rate of increase in expenditures

* Mesure de la croissance, sous la forme d'un taux annuel moyen d'augmentation des dépenses

**Table 6—Growth of Components of
Total Federal Government
Expenditures
(as a Percentage of GNP)**

**Tableau 6—Croissance des composantes
de la dépense fédérale globale
(en pourcentage du PNB)**



*Includes transfers to non-residents

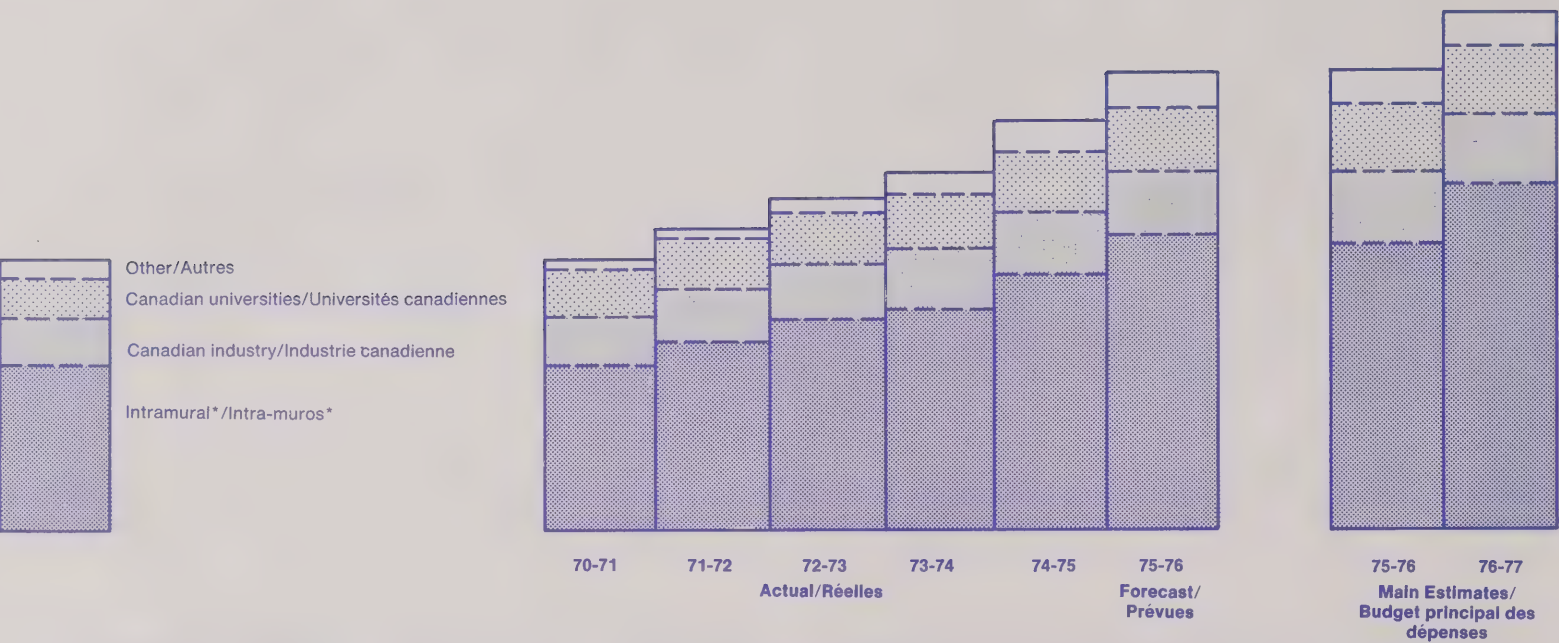
* y compris les transferts aux non-résidents

Source: — Statistics Canada/Statistique Canada.

--- Treasury Board Forecast/Prévision du Conseil du Trésor

Appendices

Annexes



	\$ Millions						\$ Millions	
Intramural* /Intra-muros*	514	589	659	690	795	919	897	1,076
Canadian industry/Industrie canadienne	155	161	169	186	198	190	212	221
Canadian universities/Universités canadiennes	144	156	158	171	185	198	208	206
Other/Autres	28	32	45	62	96	114	108	110
Total	841	938	1,031	1,109	1,274	1,421	1,425	1,613

*Federal government establishments

*Au sein du gouvernement fédéral

Note: Differences from previously reported figures arise from an on-going revision process at Statistics Canada intended to improve the accuracy of the historical series, and from modification of this year's Main Estimates Science Survey to provide a more complete coverage of expenditures on science.

Note: Les différences par rapport aux données déjà publiées résultent d'une part du processus continu de révision par Statistique Canada, afin d'améliorer la précision des séries chronologiques, et d'autre part de la modification de l'enquête sur les sciences pour le Budget principal des dépenses afin de fournir plus de détails sur les dépenses dans le domaine scientifique.

Appendix B — Fiscal Transfers to Provinces

This function includes a number of unconditional transfers of money by the federal government to the provinces, provided for by various legislative arrangements. These transfers range from subsidies paid under the British North America Act to payments under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act. They are referred to as unconditional, since the funds involved are given to the provinces for their unconditional use. Conditional transfers, on the other hand, relate to specific programs, and are mentioned under other functions.

Statutory Subsidies

The oldest of the fiscal transfer payments is the subsidy paid to each province as part of the terms of Confederation. These subsidies to the provinces are estimated to total \$34 million in 1976-77. They take several forms including a grant in support of provincial legislatures, a per capita grant and an allowance paid to provinces whose debt on entering Confederation fell short of the amount of debt allowed for each province.

Fiscal Arrangements

In terms of the amounts involved, the most significant unconditional transfers from the federal government's own revenues are equalization payments, for which the 1976-77 Main Estimates provide over \$2 billion. The object of these payments is to ensure that every province can provide an adequate level of public services to its population without resort to rates of taxation that are above the national average. Calculations for these payments are based on 22 sources of potential tax revenue, each of which has an identified tax base. For example, the tax base for sales of motor fuels is the number of gallons sold. When a province's percentage share of the tax base for any source is less than its

percentage share of the total population of Canada, that province is entitled to an equalization payment. If its share of another tax base is proportionally higher, the amount of equalization to which it is entitled is reduced.

The 1976-77 Main Estimates provide for equalization payments to all provinces except Ontario, Alberta and British Columbia.

Two further payments to the provinces are authorized under Parts IV and V of the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act. Part IV authorizes revenue guarantee payments to meet a commitment that the federal government made to the provinces when the income tax structure was reformed in 1972. To encourage the provinces to adopt the salient features of the reformed federal income tax, the federal government undertook, for a five-year period, to compensate the provinces for any revenue that they might lose through conformity. The 1976-77 Main Estimates provide for revenue guarantee payments of \$360 million. Under Part V of the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act, the federal government agreed to share with the provinces the federal withholding tax on pre-reform corporate retained earnings, which subsequent to tax reform corporations distribute to their shareholders. The withholding tax is paid only if corporations wish to distribute these retained earnings tax-free to their shareholders. The 1976-77 Main Estimates provide \$16 million for this purpose.

Other Fiscal Transfer Payments

The federal government collects income tax from corporations involved in the distribution, or generation for distribution, of electrical energy, gas

Annexe B—Paielements de transfert aux provinces

On trouvera sous cette fonction un certain nombre de transferts inconditionnels versés par le fédéral aux provinces en vertu de diverses dispositions législatives. Ces transferts vont de subsides versés en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique à des paiements faits en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Ces transferts sont dits inconditionnels parce que les provinces peuvent les utiliser comme bon leur semble. Les transferts conditionnels, qui servent à financer des programmes précis, sont décrits sous d'autres fonctions.

Subventions statutaires

Le plus ancien des paiements de transfert est la subvention que reçoit chaque province aux termes de la Confédération. Ces paiements sont estimés à \$34 millions pour 1976-77. Ils revêtent plusieurs formes, notamment celles d'une subvention pour aider les législatures provinciales, d'une subvention per capita et d'une allocation versée aux provinces dont la dette était inférieure au montant de la dette allouée à chaque province lors de son entrée dans la Confédération.

Arrangements fiscaux

Sur le plan des sommes en jeu, les paiements de péréquation représentent le transfert inconditionnel le plus important provenant des revenus fédéraux. Le Budget principal des dépenses de 1976-77 prévoit plus de \$2 milliards à ce poste. Ces paiements ont pour but de permettre à chaque province de fournir à sa population des services d'une qualité acceptable sans avoir à recourir à des niveaux d'imposition supérieurs à la moyenne nationale. Pour calculer ces paiements, on retient 22 sources de revenus possibles à l'égard desquelles on

détermine une assiette fiscale. Par exemple, l'assiette pour la taxe de vente sur les carburants pour les véhicules à moteur est le nombre de gallons vendus. Lorsque, à l'égard d'une source quelconque de revenus, une province bénéficie d'une part de l'assiette fiscale qui est inférieure à son pourcentage de la population totale du Canada, elle a droit à un paiement de péréquation pour cette source. Si sa part est proportionnellement supérieure dans le cas d'une autre source, elle verra son paiement de péréquation réduit d'autant.

Le Budget principal des dépenses de 1976-77 prévoit que toutes les provinces bénéficieront de la péréquation, à l'exception de l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Deux paiements supplémentaires sont autorisés par les parties IV et V de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. La partie IV accorde des paiements de garantie des recettes fiscales pour faire face aux engagements pris par le gouvernement fédéral quand la structure de l'impôt sur le revenu a été révisée en 1972. Pour encourager les provinces à adopter les aspects les plus importants de la réforme de l'impôt fédéral sur le revenu, le gouvernement s'est engagé, pour une période de cinq ans, à dédommager les provinces de toute perte de revenu qu'elles pourraient encourir en se conformant à la nouvelle structure. Le Budget principal des dépenses de 1976-77 comprend des paiements de garantie des recettes de \$360 millions. En vertu de la partie V de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, celui-ci a accepté de partager avec les provinces les retenues d'impôt sur les profits des sociétés antérieures à la réforme;

and steam to the public. It then pays 95 per cent of the tax collected from these corporations to the provinces under the provisions of the Public Utilities Income Tax Transfer Act. The amount estimated to be payable for 1976-77 is \$32 million.

Under a "contracting out" arrangement, Quebec has chosen to assume financial and administrative responsibility for certain federal-provincial cost-sharing programs in return for the federal government's abating of federal income tax in Quebec by a specified number of points. The programs and associated individual income tax points abated are: hospital insurance, 16 points; Canada Assistance Plan, five points; and the former Youth Allowance Program, three points.

To ensure equal treatment with the other nine provinces who remained parties to the joint cost-sharing

programs, operating cost adjustments are made to Quebec. These adjustments may be payments or recoveries to ensure that the net revenues accruing to Quebec are equal to the amount it would have received from the federal government if it had remained in the cost-sharing arrangements. The operating cost adjustment payments to Quebec are estimated at \$213 million in the 1976-77 Main Estimates.

The table on the following page provides a summary of all transfer payments to the provinces, according to distribution by province. The amounts include conditional grants and the value of income tax abatements, as well as the fiscal transfer payments included in this functional category.

depuis la réforme, les sociétés distribuent cette part exempte d'impôt à leurs actionnaires. La retenue d'impôt est payée seulement si les sociétés désirent distribuer ces dividendes libres d'impôts à leurs actionnaires. Le Budget principal des dépenses de 1976-77 prévoit \$16 millions à ce poste.

Autres paiements de transfert

Les autorités fédérales perçoivent un impôt sur le revenu des sociétés qui distribuent ou produisent de l'électricité, du gaz et de la vapeur. Elles versent ensuite aux provinces 95 pour cent de l'impôt perçu en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique. Le montant payable à ce titre en 1976-77 est estimé à \$32 millions.

En vertu d'accords de non-participation, le Québec a choisi d'assumer la responsabilité financière et administrative de certains programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés en échange d'un abattement de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers. Les programmes et l'abattement correspondant sont les suivants: assurance-hospitalisation, 16 points;

Régime d'assistance publique du Canada, cinq points; et l'ancien programme d'allocations aux jeunes, trois points.

Pour assurer l'égalité du Québec avec les neuf provinces qui participent à ces programmes à frais partagés, on effectue dans son cas des rajustements fondés sur les frais de fonctionnement des programmes visés. Ces rajustements peuvent être des paiements ou des recouvrements pour que le revenu net du Québec soit égal au total qu'il aurait perçu du gouvernement fédéral s'il était demeuré partie aux ententes à frais partagés. Dans le Budget principal des dépenses de 1976-77, ils sont évalués à \$213 millions.

Le tableau à la page suivante récapitule tous les paiements de transfert aux autorités provinciales et en indique la répartition par province. Les chiffres comprennent les subventions conditionnelles et la valeur des points d'impôt transférés, ainsi que les paiements de transfert fiscal décrits sous cette fonction.

	1976-77 Main Estimates (\$ millions)	1975-76 Main Estimates (\$ millions)
Statutory subsidies		
Subsidies under the British North America Act	33.9	33.8
Fiscal Arrangements Act		
Equalization and payments under Parts IV and V	2,571.3	2,399.6
Other		
Utilities income tax transfers	32.5	35.6
Payments to Quebec-established programs	213.4	155.6
Total	2,851.1	2,624.6

	Budget principal des dépenses 1976-77 (millions de \$)	Budget principal des dépenses 1975-76 (millions de \$)
Subventions statutaires		
Subventions prévues par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique	33.9	33.8
Loi sur les arrangements fiscaux		
Péréquation et paiements en vertu des parties IV et V	2,571.3	2,399.6
Autres		
Transfert d'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	32.5	35.6
Paiements au Québec, programmes établis	213.4	155.6
Total	2,851.1	2,624.6

Table 1—Estimated federal payments to provinces and municipalities 1976-77¹

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Total
Statutory subsidies—BNA Act	9.7	0.7	2.2	1.8	4.5	5.5	2.2	2.1	3.2	2.1	34.0
Equalization	224.0	53.7	285.6	228.7	1,093.5	—	157.6	101.9	—	—	2,145.0
Adjustments for prior years ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50.0
Revenue Guarantee ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	360.0
Part V payment—undistributed income on hand	0.1	••	0.4	0.3	3.5	6.5	0.9	0.5	1.9	2.2	16.3
Public utilities income tax transfer	1.8	0.5	—	—	2.8	10.9	1.0	••	13.5	1.6	32.1
Total unconditional payments	235.6	54.9	288.2	230.8	1,104.3	22.9	161.7	104.5	18.6	5.9	2,637.4
Hospital Insurance ³	63.2	12.6	95.2	78.2	779.7	1,037.8	128.5	111.6	235.3	295.3	2,837.4
Medicare	23.1	4.9	34.0	28.4	257.3	343.3	42.9	40.1	78.3	101.9	954.2
Professional training	0.1	—	0.1	0.1	0.6	0.8	0.1	0.1	0.2	0.2	2.3
Health Resources Fund	2.7	—	0.5	0.5	15.0	10.0	2.0	2.3	0.5	3.3	36.8
Canada Assistance Plan ³	40.2	9.8	36.8	41.4	530.3	377.3	50.8	46.6	86.5	176.5	1,396.2
Nursing Homes	—	—	—	—	—	37.2	9.3	—	7.4	—	53.9
Young Offenders	—	—	—	0.7	—	17.5	—	—	—	—	18.2
Vocational Rehabilitation of Disabled Persons	0.3	0.1	1.2	0.6	—	12.6	2.4	2.2	3.5	0.7	23.6
Blind Persons Assistance	0.1	—	0.1	—	0.1	—	—	—	0.2	—	0.5
Disabled Persons Assistance	—	—	—	0.1	0.1	—	—	—	0.3	—	0.5
Guaranteed Income Experiments	—	—	—	—	—	—	3.6	—	—	—	3.6
Total Health and Welfare	129.7	27.4	167.9	150.0	1,583.1	1,836.5	239.6	202.9	412.2	577.9	5,327.2
Post-Secondary Education ⁴ —Cash Transfer	5.3	1.2	19.0	6.7	261.7	170.4	17.5	13.5	34.2	8.5	538.0
—income tax offset ⁵	11.7	2.3	22.1	16.4	221.8	400.8	34.8	32.5	94.3	116.4	953.1
—total	17.0	3.5	41.1	23.1	483.5	571.2	52.3	46.0	128.5	124.9	1,491.1
Municipal grants in lieu of taxes	0.7	0.2	5.8	2.5	16.7	39.8	5.3	2.3	4.6	7.8	85.7
Economic development—general	46.7	—	35.2	41.6	60.0	16.3	11.6	13.7	6.9	3.7	235.7
—other ⁶	12.4	34.6	8.2	6.1	24.7	5.9	7.2	4.8	3.0	7.5	114.4
Bilingualism development	0.4	0.3	1.6	10.8	76.2	34.4	2.2	0.9	1.7	1.8	130.3
Total other—excluding income tax offset	65.5	36.3	69.8	67.7	439.3	266.8	43.8	35.2	50.4	29.3	1,104.1
—Including income tax offset	77.2	38.6	91.9	84.1	661.1	667.6	78.6	67.7	144.7	145.7	2,057.2
Total payments to provinces (excluding income tax offset)	430.8	118.6	525.9	448.5	3,126.7	2,126.2	445.1	342.6	481.2	613.1	9,068.7
Equalization payments—dollars per capita	401	444	343	332	175	—	153	109	—	—	—

1 Total may not agree with Main Estimates because of transfers to the Yukon and Northwest Territories, because of inclusion where applicable of tax abatements to Quebec and because of rounding.

2 The distribution of the prior year equalization adjustment and revenue guarantee payments are not available by province.

3 Payments to Quebec for hospital insurance and Canada Assistance Plan include the value of an individual income tax abatement of 16 points and 5 points, valued at \$743.3 million and \$220.8 million respectively.

5 Value of income tax offset associated with post-secondary education program

4 The federal government has undertaken to bear 50% of the eligible operating costs of post-secondary education in each province. The contribution takes the form of (a) a federal individual income tax abatement of 4.357 points and a federal corporation income tax of 1 point; (b) the equalization (where applicable) and the revenue guarantee arising from those tax points; and (c) a cash transfer equivalent to the eligible contributions less the value of the tax points abated and the associated equalization and revenue guarantee. The federal contribution for a fiscal year for all provinces may not exceed 115% of the federal contribution to all provinces in the immediately preceding year.

a) Individual: 4.357 points

b) corporation: 1 point

These figures exclude the equalization and revenue guarantee associated with the tax points to avoid double-counting.

6 Includes grants under ARDA, special areas and FRED programs.

•• Amount too small to be expressed

Tableau 1—Paiements fédéraux prévus aux provinces et aux municipalités¹ 1976-77

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.-B.	Total
Subventions statutaires—l'Acte de l'ANB	9.7	0.7	2.2	1.8	4.5	5.5	2.2	2.1	3.2	2.1	34.0
Péréquation	224.0	53.7	285.6	228.7	1,093.5	—	157.6	101.9	—	—	2,145.0
Ajustement pour années précédentes ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50.0
Garantie des recettes ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	360.0
Paiement de la partie V-revenu non distribué disponible	0.1	••	0.4	0.3	3.5	6.5	0.9	0.5	1.9	2.2	16.3
Part de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	1.8	0.5	—	—	2.8	10.9	1.0	••	13.5	1.6	32.1
Total, paiements inconditionnels	235.6	54.9	288.2	230.8	1,104.3	22.9	161.7	104.5	18.6	5.9	2,637.4
Assurance-hospitalisation ³	63.2	12.6	95.2	78.2	779.7	1,037.8	128.5	111.6	235.3	295.3	2,837.4
Assurance-maladie	23.1	4.9	34.0	28.4	257.3	343.3	42.9	40.1	78.3	101.9	954.2
Formation professionnelle	0.1	—	0.1	0.1	0.6	0.8	0.1	0.1	0.2	0.2	2.3
Caisse d'aide à la santé	2.7	—	0.5	0.5	15.0	10.0	2.0	2.3	0.5	3.3	36.8
Régime d'assistance publique du Canada ³	40.2	9.8	36.8	41.4	530.3	377.3	50.8	46.6	86.5	176.5	1,396.2
Maisons de repos	—	—	—	—	—	37.2	9.3	—	7.4	—	53.9
Jeunes délinquants	—	—	—	0.7	—	17.5	—	—	—	—	18.2
Réadaptation professionnelle des invalides	0.3	0.1	1.2	0.6	—	12.6	2.4	2.2	3.5	0.7	23.6
Allocations aux aveugles	0.1	—	0.1	—	0.1	—	—	—	0.2	—	0.5
Allocations aux invalides	—	—	—	0.1	0.1	—	—	—	0.3	—	0.5
Expériences sur le revenu garanti	—	—	—	—	—	—	3.6	—	—	—	3.6
Total, santé et bien-être	129.7	27.4	167.9	150.0	1,583.1	1,836.5	239.6	202.9	412.2	577.9	5,327.2
Éducation postsecondaire ⁴ — paiements en espèces	5.3	1.2	19.0	6.7	261.7	170.4	17.5	13.5	34.2	8.5	538.0
— abattements de l'impôt sur le revenu ⁵	11.7	2.3	22.1	16.4	221.8	400.8	34.8	32.5	94.3	116.4	953.1
— total	17.0	3.5	41.1	23.1	483.5	571.2	52.3	46.0	128.5	124.9	1,491.1
Subventions aux municipalités en remplacement d'impôts	0.7	0.2	5.8	2.5	16.7	39.8	5.3	2.3	4.6	7.8	85.7
Expansion économique—général	46.7	—	35.2	41.6	60.0	16.3	11.6	13.7	6.9	3.7	235.7
—autres ⁶	12.4	34.6	8.2	6.1	24.7	5.9	7.2	4.8	3.0	7.5	114.4
Développement du bilinguisme	0.4	0.3	1.6	10.8	76.2	34.4	2.2	0.9	1.7	1.8	130.3
Totaux, autres—excluant les abattements de l'impôt sur le revenu	65.5	36.3	69.8	67.7	439.3	266.8	43.8	35.2	50.4	29.3	1,104.1
—incluant les abattements de l'impôt sur le revenu	77.2	38.6	91.9	84.1	661.1	667.6	78.6	67.7	144.7	145.7	2,057.2
Totaux des paiements aux provinces (excluant les abattements de l'impôt sur le revenu)	430.8	118.6	525.9	448.5	3,126.7	2,126.2	445.1	342.6	481.2	613.1	9,068.7
Paiements de péréquation—dollars per capita	401	444	343	332	175	—	153	109	—	—	—

1 Les totaux peuvent ne pas correspondre à ceux du Budget des dépenses: ils ne comprennent pas les paiements de transfert au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest; par contre, ils incluent les abattements fiscaux au Québec et les chiffres ont été arrondis.

2 La répartition par province des ajustements pour l'année précédente au titre de la péréquation et de la garantie des recettes n'est pas disponible.

3 Les paiements au Québec au titre de l'assurance-hospitalisation et du Régime d'assistance publique du Canada comprennent les montants des abattements fiscaux de 16 points et de 5 points, qui s'établissent respectivement à \$743.3 millions et \$220.6 millions.

5 Montants des abattements de l'impôt sur le revenu relatifs au programme d'éducation postsecondaire.

4 Le gouvernement fédéral contribue jusqu'à 50% du coût des dépenses autorisées au titre de l'éducation postsecondaire dans chaque province. Cette contribution prend les formes suivantes:

a) un abattement de l'impôt fédéral sur le revenu de 4.357 points pour l'impôt sur le revenu des particuliers et de 1 point pour l'impôt sur le revenu des sociétés;

b) la péréquation (le cas échéant) et la garantie des recettes résultant de ces points d'impôt; et

c) un transfert d'argent équivalent aux contributions admissibles, moins la valeur des points d'abattement et la péréquation et la garantie des recettes correspondantes. La contribution du gouvernement fédéral pour une année financière à toutes les provinces ne peut pas dépasser 115% de la contribution fédérale à toutes les provinces au cours de l'année qui précède.

a) particuliers: 4.357 points

b) sociétés: 1 point

La péréquation et la garantie des recettes correspondant à ces points ne sont pas comprises dans les chiffres pour éviter la double comptabilité.

6 Comprend les subventions payées en vertu des programmes de l'ARDA, des régions spéciales et de FODER.

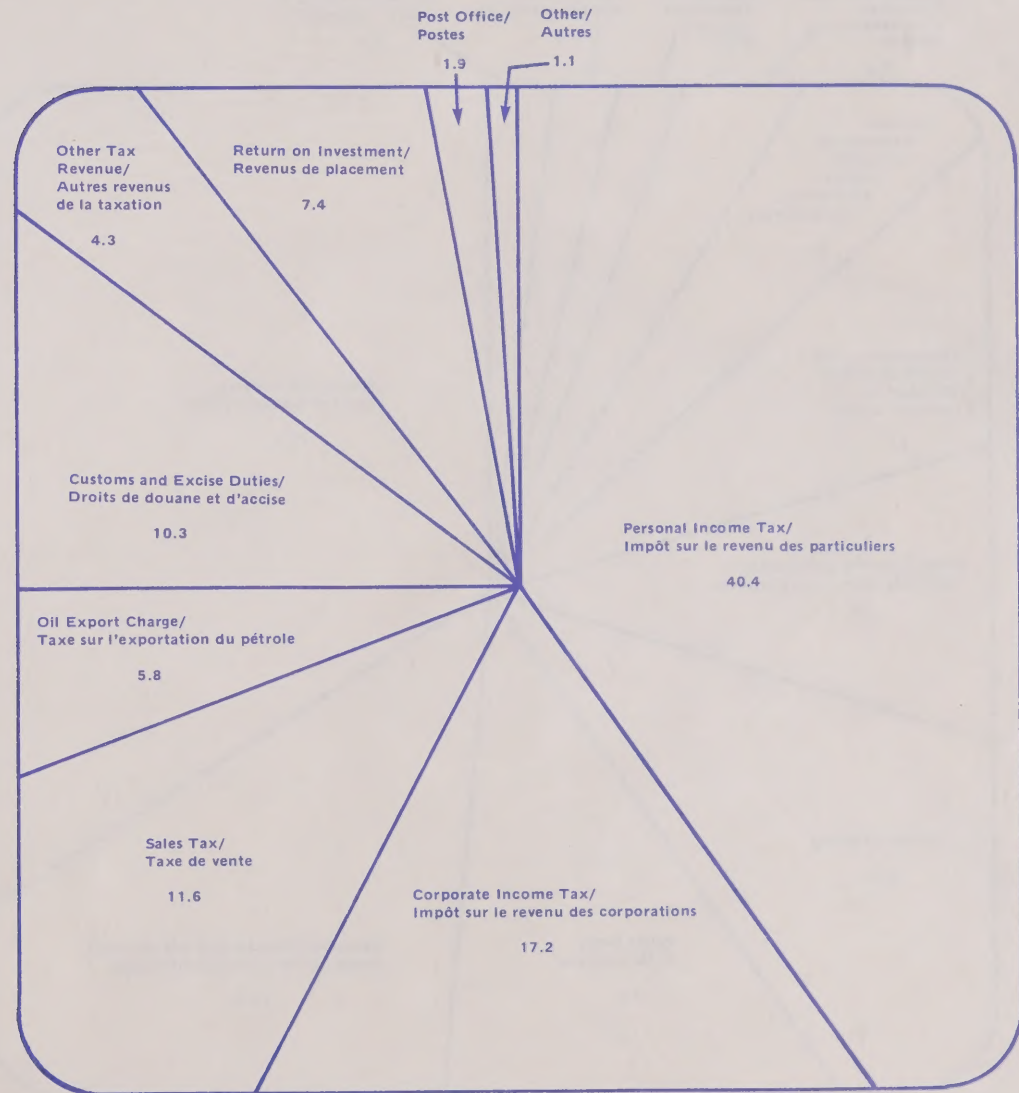
• • Montant trop petit pour être exprimé.

Appendix C—Where It Came From

Government of Canada 1974-75 Revenue Sources
— per cent

Annexe C—D'où venait l'argent

Sources de revenus du Gouvernement du Canada
pour 1974-75 — en pourcentage



Appendix D— . . . Where it Went

Percentage Distribution of 1974-75 Budgetary
Expenditures by Function

Annexe D— . . . Où est-il allé?

Pourcentage de la distribution des dépenses
budgétaires par fonction pour 1974-75

